



Conseil économique et social

Distr. générale
8 février 2019
Français
Original : anglais

Session de 2019

26 juillet 2018-24 juillet 2019

Point 17 de l'ordre du jour

Organisations non gouvernementales

Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2019

(New York, 21-30 janvier et 8 février 2019)

Résumé

À sa session ordinaire de 2019, qui s'est tenue du 21 au 30 janvier et le 8 février 2019, le Comité chargé des organisations non gouvernementales était saisi de 521 demandes d'admission au statut consultatif, dont 233 demandes dont il avait reporté l'examen lors de sessions antérieures. Il a recommandé au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif à 236 organisations, reporté l'examen de 265 demandes à la reprise de sa session de 2019 et clos, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes de 20 organisations qui n'avaient pas répondu aux questions qui leur avaient été posées à deux sessions consécutives. Le Comité était par ailleurs saisi de six demandes de reclassement, trois dont il a recommandé qu'elles soient approuvées et trois autres dont il a décidé de reporter l'examen. Il était également saisi de deux demandes de fusion dont l'examen avait été reporté lors de sessions antérieures. Il a pris acte de l'une de ces demandes et reporté l'examen de la seconde. Le Comité a examiné huit demandes de changement de nom, pris acte de sept d'entre elles et reporté l'examen d'une autre. Il était également saisi de 529 rapports quadriennaux et a pris note de 399 d'entre eux. Le Comité a entendu les représentants de 16 des 155 organisations non gouvernementales qui assistaient à la session.

Le présent rapport contient trois projets de décision sur lesquels le Conseil économique et social est invité à se prononcer.

Aux termes du projet de décision I, le Conseil déciderait :

- a) D'accorder le statut consultatif à 236 organisations non gouvernementales ;
- b) De reclasser deux organisations non gouvernementales, qui passeraient du statut consultatif spécial au statut consultatif général ;



c) De reclasser une organisation non gouvernementale qui était inscrite sur la Liste en lui accordant le statut consultatif général ;

d) De noter que le Comité a décidé de prendre acte du changement de nom de sept organisations non gouvernementales ;

e) De noter que le Comité a décidé de prendre acte de la fusion d'une organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif et d'une organisation non dotée du statut consultatif et d'accorder le statut consultatif à l'entité nouvellement créée ;

f) De noter que le Comité a pris acte des rapports quadriennaux de 399 organisations non gouvernementales, dont des rapports nouveaux ou déjà présentés ;

g) De clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par 20 organisations non gouvernementales qui n'ont pas répondu aux questions qui leur ont été posées à deux sessions consécutives.

Aux termes du projet de décision II, le Conseil déciderait de retirer le statut consultatif à l'organisation non gouvernementale China Energy Fund Committee.

Aux termes du projet de décision III, le Conseil prendrait note du présent rapport.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention .	4
Projets de décision soumis au Conseil pour adoption.	4
Projet de décision I	
Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales	4
Projet de décision II	
Retrait du statut consultatif de l'organisation non gouvernementale China Energy Fund Committee	23
Projet de décision III	
Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2019	23
II. Demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales	24
A. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures	24
B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement	31
C. Demande de fusion et questions diverses	40
III. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil	40
A. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen avait été reporté à la reprise de la session du Comité	40
B. Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil.	43
IV. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat	45
V. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil s'agissant, notamment, du processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil.	46
VI. Examen de rapports spéciaux et plaintes d'États Membres	47
VII. Organisation de la session	49
A. Ouverture et durée de la session	49
B. Participation	51
C. Élection du Bureau	51
D. Ordre du jour	51
VIII. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa session de 2019	52
Annexe	53

I. Questions appelant une décision du Conseil économique et social ou portées à son attention

Projets de décision soumis au Conseil pour adoption

1. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales recommande au Conseil économique et social d'adopter les projets de décision ci-après :

Projet de décision I

Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales

Le Conseil économique et social décide :

a) D'accorder le statut consultatif aux 236 organisations non gouvernementales ci-après :

Statut consultatif spécial

A Better Community for All (ABC4All)

Abshar Atefeha Charity Institute

Adolescent Breast and Pelvic Cancer Awareness Initiative

Afrikanische Frauenorganisation

Agencia Internacional de Cooperación y Desarrollo

Alberta Council for Global Cooperation

Alebe Collins Nigeria Foundation

Al-Gusor Al-Raidh Social Development Organization

Alnahda Philanthropic Society for Women

Alternative Perspectives and Global Concerns

American Academy of Arts and Sciences

American Pakistan Foundation

Amroha Education Foundation

Andean Information Network

Angels in the Field

Anglican Rite Roman Catholic Church

Aotearoa Youth Leadership Institute

Apex Development Foundation

Appui solidaire pour le renforcement de l'aide au développement

Arc Finance, Ltd.

Asia Initiatives, Inc.

Asociación Colectivo Mujeres al Derecho (ASOCOLEMAD)

Asociación La Ruta del Clima

Associação Nacional de Deficiência Mentais Raras – Raríssimas

Association Assistance communautaire et développement
Association canadienne pour le droit et la vérité
Association consortium pour les aires et territoires du patrimoine autochtone et communautaire (APAC)
Association des femmes pour la promotion et le développement endogène
Association du développement communautaire en Mauritanie
Association Duval
Association for Reconciliation and Development through English
Association Jbel Ayachi pour le développement culturel, social, économique et de l'environnement
Association Ma'onah for Human Rights and Immigration
Association pour la défense des droits de la femme mauritanienne
Association pour la diffusion des droits humains aux peuples autochtones – Humanitarian Law Agency
Australian Injecting and Illicit Drug Users League, Inc. (AIVL) Avocats sans frontières – Québec
Babatunde Development and Empowerment Initiative
Bangladesh Association for Development of Trade and Finance (BADTF)
BCARE USA, Inc. (BCARE International)
Beijing Changier Education Foundation
Beijing Guangming Charity Foundation
Beit Hagalgalim/House of Wheels
Belgische associatie voor mensenrechten en ontwikkeling
Bien-être social pour tous
Bir Dünya Çocuk Derneği
Brain Sluice Africa Child's
Cámara de Instituciones de Diagnóstico Médico (CADIME)
Canadian Canola Growers Association
Center for the Study of Crime
Centre de recherche et d'action pour le développement durable et l'épanouissement des sociétés
Centro de Información y Educación para la Prevención del Abuso de Drogas (CEDRO)
Chengmei Charity Foundation
China Charities Aid Foundation for Children
Churches in One Accord
Citizen Association Health Education and Research Association (HERA)
Civil Society Support Center NGO "SEG"

Commit-2-Change, Inc.
Community Development Alliance
Compassion Soul Winners Outreach International
ComunidadMujer
Concern for Human Welfare
Confederation of Indian Healthcare Foundation (CIHF)
Continents University
Corporación Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo
Corporación Fiscalía del Medio Ambiente (FIMA)
CrowdGuard
Dansk Flygtningehjælp
DePaul University
Dignidad y Justicia en el Camino, Asociación Civil
Direct Aid Organization
Drug Reform Coordination Network, Inc.
Earth Law Center
Ecocentre for Environmental Protection
EL-Aged Care, Limited by Guarantee
Əlil Təşkilatları İttifaqı
Empower
European Network on Debt and Development
Farhikhtegan'e Mosalman Association
Federal Lezghin National and Cultural Autonomy
Fédération internationale des associations d'inventeurs
Femienza International, Ltd.
Fondation du Dr Julien
Fondation européenne d'études progressistes
Fondation Medicines Patent Pool
Fondation Millennia 2025 Femmes et Innovation
Fondazione del Monte di Bologna e Ravenna
Fondazione di ricerca scientifica ed umanistica Antonio Meneghetti
Forum européen des femmes musulmanes
Foundation for Building Sustainable Communities
Foundation for International Medical Relief of Children
Fundación Abba Colombia
Fundación Cepaim, Acción Integral con Migrantes

Gap Intercessors Ministry International
Gender and Development Action, Limited
Geneva Agape Foundation
Georgetown University
Gesellschaft Bosnischer Akademiker in Österreich
Girls Not Brides: the Global Partnership to End Child Marriage
Global Alliance of NGOs for Road Safety
Global Interfaith WASH Alliance India
Global Medic Force (Europe)
Global Music & Wellness Inc
Global Peace Foundation
Green Mobilisation Initiative
Groundswell International, Inc.
Hazar Eğitim Kültür ve Dayanışma Derneği
Hellenic Initiative, Inc.
Helpline Foundation for the Needy, Abuja
Hinduistička Vjerska Zajednica Hrvatske
Human Rights Center in Iraq
Ikkaido, Ltd.
Imam Ali Charity Institution
Instituto de Estudos Socioeconômicos
International Action for Peace & Sustainable Development
International Arts Movement, Inc.
International Association of World Peace Advocate
International Society for Peace and Safety
İqtisadi və Sosial İnkişaf Mərkəzi" ictimai birliyi
Iranian Thalassemia Society
Israel Trauma Coalition for Response and Preparedness, RA
Italian Climate Network
Justiça Global
Kadın Sağlıkçılar Eğitim ve Dayanışma Vakfı
Kallipatira
Kids' Educational Engagement Project (KEEP)
Knowledge for Development without Borders (KFDWB)
La Voûte nubienne
League of Women Voters of Nigeria

Legal Action Worldwide
Legal Advice Centre
Local Environment Development and Agricultural Research Society (LEDARS)
Love Alliance Foundation for Orphans, Disabled and Abandoned Persons in Nigeria
Magyar Női Unió Egyesület
Markaz Toseeh Tehran
Medical and Educational Sustainable Community Help, Incorporated (MESCH)
Medijski Edukativni Centar
Migration Council Australia
Montréal International
Mundo a Sorrir – Associação de Médicos Dentistas Solidários Portugueses
MUSIAD Corp.
Namati, Inc.
National Association for the Defense of Rights and Freedoms
National Council of Juvenile and Family Court Judges
Nature's Rights
Nikookaran Sharif Charity
Ogiek Peoples' Development Program (OPDP)
One Earth Future Foundation, Inc.
OneNess Foundation for the Aged, Disabled and Children
ONG Funsocial Crecer Colombia
Open Net Association, Inc.
Opportunity Two Excel Foundation
Organisation pour de nouvelles initiatives en développement et santé au Burkina Faso
Organización no gubernamental de Desarrollo Piensa Discapacidad
Palestinian Association for Human Rights – Witness
Panoramic Charity Foundation
Partenaires pour le développement rural (PDR)
Peace Development Fund
Peace Initiative Network
Peace Society of Kenya
PeaceTrees Vietnam
Pearl Initiative, Inc.
People's Cultural Centre
Permanent Peace Movement
Phelyn Skill Acquisition Center

Poka Healthcare Foundation
PRO Leadership Global, Inc.
Public Aid Organization
Rahbord Peimayesh Research & Educational Services Cooperative
Ranney School
Regional Centre for International Development Cooperation, Limited by Guarantee
Rescue the Poor Child
RIO Rusmisbrukernes Interesseorganisasjon
SAM, Inc.
Sanctuary for Families, Inc.
Sanid Organization for Relief and Development
Seek the Peace
Shrushti Seva Samiti
Silambam Asia (SILA)
Smart Women's Community Institute
Smile Again Africa Development Organization
Smile Youth Initiative International
Sociedad Espiritista Kardeciana Cruzada Quisicuaba
Sociedad Mexicana de Criminología Capítulo Nuevo León
Sociedad y Discapacidad: Estudios, Asesoría e Integración de la Persona con Discapacidad "Sociedad y Discapacidad"
Society for Orphan, Neglected & Youths (SONY)
Solidarité humanitaire
South Saharan Social Development Organisation
South Youth Organization
SPD
Specified Non-Profit Organization "Diamonds for Peace"
Stephen Lewis Foundation
Stevenson Holistic Care Foundation
Stichting Deep Sea Conservation Coalition
Stopaids
Swiss Academy for Development (SAD)
Syndicat chrétien des travailleurs du Congo (SCTC)
TASC National, Limited
Terre des femmes, Schweiz
The Centre for Family Health Initiatives
The Family Planning Association of Sri Lanka

The First Community Christian Pentecostal Church of God, Inc.
The Institute for Protection of Women's Rights (IPWR)
The National Council of African Descendants in America
The New Generation Girls and Women Development Initiative
The Paz Foundation
The Reality of Aid Africa Network
The Union of Arab Banks
The Victor Pineda Foundation
Tiruzer Ethiopia for Africa (TEA)
TOBE Foundation for Rights & Freedoms
Triumphant Hand of Mercy Initiative, NPC
Tsilhqot'in National Government
UCC Whale Center, Inc.
Uluslararası Süleymaniye Eğitim ve Yardımlaşma Derneği
Union nationale des femmes algériennes
Union of Relief and Development Associations
Union pour la promotion de la femme et de l'enfant nigérienne
Union Theological Seminary
Universal Peace and Violence Amelioration Centre
Universal Soul Love
US UCIA Corporation
Wassa Karité
Women Initiative for Sustainable Environment
Women's Initiative for Self-Actualization
Women's Spirit/Ruach Nashit – Financial Independence for Women Survivors of Violence
World Obesity Federation
Yemeni Observatory for Rights and Sustainable Development
Yoruba Indigene's Foundation
Youth Crime Watch of Liberia
Youth Education and Leadership Initiative
Youth Health and Development Organization
Youth Initiative against Unlawful Emigration
YUVA – Mauritius
Zaindriss Foundation, Inc.
Zomi National Council of Myanmar Social Organization, Kalaymyo (ZNCM)

b) De reclasser les deux organisations non gouvernementales ci-après, qui passent du statut consultatif spécial au statut consultatif général :

International Human Rights and Anti-Corruption Society

Lazarus Union

c) De reclasser l'organisation non gouvernementale ci-après, qui était inscrite sur la Liste et à laquelle est accordé le statut consultatif général :

International Transport Workers' Federation

d) De noter que le Comité a décidé de prendre acte du changement de nom des sept organisations non gouvernementales suivantes :

Appui aux femmes démunies et enfants marginalisés au Kivu (statut consultatif spécial, 2015) en Dignité impact/Impact Dignity

Association of Third World Studies (statut consultatif spécial, 1995) en Association of Global South Studies (AGSS)

Building and Social Housing Foundation (statut consultatif spécial, 2006) en World Habitat

Citizens United to Promote Peace and Democracy in Liberia (statut consultatif spécial, 2015) en Partnership for Sustainable Development (PASD)

Fundación Intervida (statut consultatif spécial, 2001) en Fundación Educación y Cooperación (EDUCO)

International Gay and Lesbian Human Rights Commission (statut consultatif spécial, 2010) en OutRight Action International

Students' Care Service (2018) en Shine Children and Youth Services

e) De noter que le Comité a pris acte de la fusion de l'organisation International Campaign to Ban Landmines, organisation ayant obtenu le statut consultatif spécial en 2011, et de l'organisation Cluster Munition Coalition, qui forment désormais l'organisation International Campaign to Ban Landmines – Cluster Munition Coalition (ICBL-CMC), et d'accorder à cette dernière le statut consultatif spécial ;

f) De noter que le Comité a pris acte des rapports quadriennaux des 399 organisations non gouvernementales ci-après, dont certains étaient nouveaux et d'autres avaient déjà présentés¹ :

Action aides aux familles démunies

Actions communautaires pour le développement intégral

Africa Centre for Citizens Orientation

African Centre for Advocacy and Human Development

African Foundation for Human Advancement

African Heritage Foundation Nigeria

African Hope Committee

African Views Organization

African Youth Movement

¹ Les rapports concernent la période 2014-2017, sauf indication contraire entre parenthèses.

Afro-European Medical and Research Network
Agence d'aide à la coopération technique et au développement
Agencia Latinoamericana de Información
Agir ensemble pour les droits de l'homme
Al-Birr and Al-Tawasul Organization
Al Mezan Center for Human Rights
Al-Khoei Foundation
Allied Rainbow Communities International
All-Russian Public Organization "Russian Public Institute of Electoral Law"
All-Ukrainian Public Organization "Christian Rehabilitation Centers Association, for Drug- and Alcohol-Addicted People"
All-Ukrainian Union of Non-Government Organizations "Confederation of Non-Government Organizations of People with Disabilities of Ukraine"
Alpha O Centre for Malaria Prevention and Control
American Jewish Joint Distribution Committee
American Psychological Association (2012-2015)
Americans for Democracy and Human Rights in Bahrain
Amity Foundation
Amman Center for Human Rights Studies
Associazione Nazionale Produttori Armi e Munizioni Sportive e Civili
Anti-Slavery International
Architectes de l'urgence
"Armenian Lawyers' Association" Non-Governmental Organization
Asia Pacific Basin for Energy Strategies Association
Asia Pacific Forum on Women, Law and Development
Asian Indigenous and Tribal Peoples Network
Asian Institute of Transport Development
Asian Legal Resource Centre
Asociación Habitat Pro
Asociación Nacional de Estudiantes de Ingenierías Industrial, Administrativa y de Producción
Asociația Obștească "Centrul Ecologic – Recuperare, Reciclare, Reintegrare"
Promo-LEX
Asociația Pakiv România
Assembly of First Nations – National Indian Brotherhood
Associação de Mulheres Contra a Violencia
Association for Sustainable Human Development

Association Alkhayr pour le développement en Mauritanie
Association apprentissage sans frontières
Association congolaise pour le développement agricole
Association démocratique des femmes du Maroc
Association des états généraux des étudiants de l'Europe
Association des ONG de l'environnement
Association Diogenis – Drug Policy Dialogue in South East Europe
Association for Assistance to Families with Disabled Children
Association for Defending Victims of Terrorism
Association internationale Soufie Alawiyya
Association of Medical Doctors of Asia
Association of Presbyterian Women of Aoteaora (New Zealand)
Association on Sustainable Development and Investment Climate Improvement,
Uniting Investors and Creditors “World Organization for Development”
Association pour la formation et l'insertion sociale de l'adolescent et de la femme
Association pour la santé et la prévention des maladies tropicales
Association solidarité internationale pour l'Afrique
Associazione ComunitàPapa Giovanni XXIII
Awesome Treasures Foundation
Badil Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights
Baptist World Alliance
Basic Health International
Batey Relief Alliance
Board of Certified Safety Professionals
Brahma Kumaris World Spiritual University
British Columbia Civil Liberties Association
Buddhist Tzu Chi Foundation
Building and Social Housing Foundation
Cameroon Association for the Defence of the Victims of Accidents
Canadian Federation of University Women
Canadian HIV/AIDS Legal Network
Canadian Research Institute for the Advancement of Women
Capital Humano y Social Alternativo
Caribbean Association for Feminist Research and Action
Casa Generalizia della Società del Sacro Cuore
Catholic International Education Office
Catholic Organization for Relief and Development Aid

Catholics for Choice
Cause première
Center for Global Nonkilling
Center for Policy Studies
Center for Women and Development
Centre d'accompagnement des alternatives locales de développement
Centre de formation et de recherche pour le développement
Centre Europe-tiers monde
Centre for African Israeli Friendship
Centre for Public Health
Centre pour les droits civils et politiques
Centro de los Derechos del Migrante
C-Fam
Internet Association of Kazakhstan
China Association for International Science and Technology Cooperation
China Education Association for International Exchange
China Foundation for Peace and Development
China International Council for the Promotion of Multinational Corporations
China Society for Human Rights Studies
Chinese People's Association for Peace and Disarmament
Centro de Culturas Indígenas del Perú
Christian Aid
Church World Service
World Jewellery Confederation
Club des jeunes aveugles réhabilités du Cameroun
Club of Madrid (2011-2014)
Collectif sénégalais des Africaines pour la promotion de l'éducation relative à l'environnement
Comité international pour le respect et l'application de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples
Comité national d'action pour les droits de l'enfant et de la femme
Commission of the Churches on International Affairs of the World Council of Churches (2012-2015)
Commonwealth Association of Surveying and Land Economy
Commonwealth Human Ecology Council
Commonwealth Human Rights Initiative (2013-2016)
Community Development Programme

Conectas Direitos Humanos
Confédération des organisations familiales de l'Union européenne
Connecting Gender for Development
Conservation International Foundation
Consortium d'appui aux actions pour la promotion et le développement de l'Afrique
Coordinating Committee for International Voluntary Service
Criminologists without Borders
Curia Generalizia Agostiniana
Delta Sigma Theta Sorority
Dharma Drum Mountain Buddhist Association
DiploFoundation
Dir Rural Development Organization
Disisleri Mensuplari Esleri Dayanisma Dernegi
Diplomaten für internationale Verbindungen von Mensch und Wirtschaft
Domestic and Foreign Missionary Society of the Protestant Episcopal Church in the United States of America
Dominican Leadership Conference
Drepavie
Drug Free America Foundation
Eastern Sudan Women Development Organization
East-West Management Institute
EKTA
Engender
EquallyAble Foundation
Escuela Cultura de Paz
Ethiopia Change and Development Association
Ethiopian World Federation
EUROMIL
European Region of the International Lesbian and Gay Federation
European Union of Jewish Students
Ewiiapaayp Band of Kumeyaay Indians
FN Forbundet
Families of the Missing
Families of Victims of Involuntary Disappearance
Family Health Association of Iran

Federación de Asociaciones de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos (2012-2015)

Fédération européenne de la manutention

Federation of Independent Trade Unions of Russia

Federation of National Representations of the Experiment in International Living

Federation of Trade Unions of Ukraine (2013-2016)

Flora Tristan Peruvian Women's Center

Fondation d'Auteuil

Fondation d'entreprise Sanofi espoir

Fondation généreuse développement

Fondation VIMANIS

Fondazione Cassa di Risparmio di Torino

Free World Foundation

Friends of UNFPA

Friends World Committee for Consultation

Fundación Cooperadora de la Nutrición Infantil

Fundación Migrantes y Refugiados sin Fronteras

Fundación Teletón México

Future Hope International

Gabasawa Women and Children Empowerment Initiative

General Confederation of Trade Unions

General Forum of the Arabic and African Non-Governmental Organizations

Génération recherche action et formation pour l'environnement

Global Alert for Defence of Youth and the Less Privileged

Global Alliance on Accessible Technologies and Environments

Global Education Motivators

Global Housing Foundation

The Grail

Gram Bharati Samiti

Grameen Shakti

Grupo de Mujeres de la Argentina – Foro de VIH, Mujeres y Familia

Guild of Service

Hawa Society for Women

Health on the Net Foundation

Hellenic Association of Political Scientists

Heritage Foundation (2011 – 2014)

Heungsadahn

High Security Newplate
Homosexuelle Initiative Wien (2013-2016)
Hope Foundation NGO
Humanist Institute for Cooperation with Developing Countries
Humanity First
Huqooq-ul-Ebad Development Foundation
Ibuka – Mémoire et justice (section Suisse)
IDEAS for Us
Ifendu for Women's Development
Il Cenacolo
Imam Ali's Popular Students Relief Society
Imam Al-Sadr Foundation
Ingénieurs du monde
InnerCity Mission for Children
International Network for Standardization of Higher Education Degrees
Inter-European Parliamentary Forum on Population and Development
International Career Support Association
International Center for Research on Women
International Committee for Peace and Reconciliation
International Confederation of Childhood Cancer Parent Organizations
International Cooperative Alliance
International Council for Research and Innovation in Building and Construction
International Council of Psychologists
International Council of Voluntary Agencies
International Council on Management of Population Programmes
International Federation of Settlements and Neighbourhood Centres
International Federation of Training and Development Organizations
International Federation of Women Lawyers
International Food and Beverage Alliance International Forestry Students' Association
International Fund for Animal Welfare
International Higher Education Academy of Sciences
International Institute for Non-Aligned Studies
International Investment Centre
International Mediation Institute
International MotherBaby Childbirth Organization
International Network for Sustainable Energy

International Organization of Supreme Audit Institutions
International Partnership for Human Rights
International Prison Chaplains' Association
Sovereign Knightly Order of Christ the Saviour
International Society for Augmentative and Alternative Communication
International Society of Doctors for the Environment
International Union of Psychological Science
International Women's Forum
International Women's Year Liaison Group
Interregional Public Charitable Organization of Assistance to Persons with Disabilities "Sail of Hope"
Inwelle Study and Resource Centre
IPAS
Isis Women's International Cross-Cultural Exchange
Italian Association for Aid to Children
Italian Association for Women in Development
Iuventum
Jesus Weeps over Africa
Jewish Voice Ministries International
José Martí Cultural Society
Jssor Youth Organization
Kalyani
Keystone Human Services International
Khiam Rehabilitation Centre for Victims of Torture
Khuwendo Kor
Kids First Fund
Korea Center for United Nations Human Rights Policy
Korea Differently Abled Federation
Korea NGO Council for Overseas Development Cooperation
Korean National Council of Women
Kulturverein – IDEA Society
La Brique
Labour, Health and Human Rights Development Centre
Law Enforcement Action Partnership
Lazarus Union
Lebanese American Renaissance Partnership

LGBT Denmark: National Organization for Gay Men, Lesbians, Bisexuals and Transgendered People

Liberians United to Expose Hidden Weapons

Lotus World

Ma'arij Foundation for Peace and Development

Maasai Aid Association

Mar Adentro de México

Marangopoulos Foundation for Human Rights

Marmara Group Strategic and Social Research Foundation

Martin und Gerda Essl Sozialpreis gemeinnützige Privatstiftung

Mental Disability Rights International

Mines Advisory Group

Mobility International USA

Movimento Italiano Casalinghe

Movimiento Manuela Ramos

Nation Builders Organisation

National Assembly of Youth Organizations of the Republic of Azerbaijan

National Association for Resource Improvement

National Congress of Australia's First Peoples

National Federation of International Immigrant Women Associations

National Rehabilitation and Development Centre

National Rural Support Programme

Native American Rights Fund

Nazra for Feminist Studies

Neighbour Organization Nepal

Network "Earth Village"

New South Wales Aboriginal Land Council

New South Wales Council for Civil Liberties

Non-Governmental Organization Federation of Nepal

North Indian Educational Trust

Organizzazione Internazionale Protezione Animali

Playdoo (Côte d'Ivoire)

Operation Mercy

Conselho Federal da Ordem dos Advogados do Brasil

Organisation des hommes démunis et enfants orphelins pour le développement

Organisation internationale pour les pays les moins avancés

Organization for Defending Victims of Violence

Organization for the Solidarity of the Peoples of Asia, Africa and Latin America
Oxfam International
Pace University
Pacific Women's Watch (New Zealand)
Pan-African Women's Organization
Parliamentarians for Global Action
Peace Boat
Peace Brigades International Switzerland
Personhood Education
Pew Environment Group
Physicians for Social Responsibility
Prahar
Presseemblème campagne
Public-Private Alliance Foundation
Raad Rehabilitation Goodwill Complex
Rambhau Mhalgi Prabodhini
Reach Out NGO (REO)
Real Women of Canada
Research and Development Centre, Nepal
Réseau des organisations féminines d'Afrique francophone
Réseau international des droits humains
Réseau océan mondial
Rissho Kosei-kai
Rooftops Canada
Russian Academy of Natural Sciences
Samuel DeWitt Proctor Conference
Save the Climat
School Sisters of Notre Dame
Secours populaire français
Secure World Foundation
Sewa Development Trust Sindh
Shirley Ann Sullivan Educational Foundation
Sigma Gamma Rho Sorority
Sihtasutus Eesti Inimõiguste Keskus
Sillamäe Lastekaitse Ühing
Simply Help (2009-2012)

Sisters of Mercy of the Americas
Social Development Center
Solidarité pour le développement communautaire
Soroptimist International of the South West Pacific
Sovereign Military Order of the Temple of Jerusalem
SpellAfrica Initiative
Sree Saraswathi Thyagaraja College
Stichting dance4life
Europe against Drugs
Forest Peoples Programme
Strategic Alignment of Like Minds
Structural Analysis of Cultural Systems
Sudanese Women Parliamentarians Caucus
Sylvia Earle Alliance
Tchad Agir pour l'environnement
Teresian Association
The Agatha Foundation
The Bible Hill Youth Club
The Children's Project, Inc.
The Entrepreneurship Development Foundation for Women and Youth
The International Automotive Lighting and Light Signalling Expert Group
The International Coalition of Historic Site Museums of Conscience
The Kinsey Institute for Research in Sex, Gender and Reproduction, Inc.
The Korean Council for the Women Drafted for Military Sexual Slavery by Japan
The Rainforest Fund, Inc.
The World Justice Project
Third World Network – Africa
To Love Children Educational Foundation International
Tomorrow's Women Development Organisation
Traditions pour demain
Transdiaspora Network
Ukrainian Non-Governmental Socio-Political Association – National Assembly of Persons with Disabilities
Un Ponte per...
UNESCO Association of Guwahati
Unión de Escritores y Artistas de Cuba

Union des nations pour l'enseignement, la science universelle et les droits de l'homme
United Methodist Women
United Nations of Youth Network – Nigeria
Universal Esperanto Association
Universitas 21
Vector of Friendship
Verein zur Förderung der Völkerverständigung
Vikas Samiti
Vivegam Godfrey
Vues et voix
War Widows Association
Washington Office on Latin America
WaterLex
West Africa Network for Peacebuilding
Womankind Worldwide
WomenAid Collective
Women and Development Association in Alexandria
Women Empowerment and Human Resource Development Centre of India
Women in Law and Development in Africa
Women Organization for Development and Capacity-Building
Women Power Connect
Women United for Economic Empowerment
Women's Intercultural Network
Women's Right to Education Programme
World Federalist Movement
World Federation of Trade Unions
World Information Transfer
World Leisure Organization
World ORT Union
World Shelter Organisation
Wespak Welfare Trust
Young Adult Institute
Youth Afrique Leadership Forum
Youth Empowerment Alliance
Zala briviba
Zanjireh Omid International Charity Institute

Zomi Innkuan USA

Zoological Society of London

g) De clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes d'admission au statut consultatif présentées par les 20 organisations ci-après, qui n'ont pas répondu aux questions posées par les membres du Comité malgré trois rappels effectués au cours de deux sessions consécutives :

Al-Mehran Rural Development Organization (AMRDO)

Ambedkar Center for Justice and Peace

Anciens esclaves nouveaux citoyens

Aryab Hatt Seva Sansthan

Coalition of African Lesbians (CAL)

Danjuma Atta Eye Foundation

Education des filles

Green Lane Agricultural Assistance Non-Governmental Organization

La vie pour tous

Medair

Medical Foundation for the Care of Victims of Torture

Mittetulundusühing G-Global Development Community

Norsk organisasjon for reform av marihuanalovgivning

Organisation tunisienne de développement social

Peace Islands Institute, Inc.

Reproductive Health Matters

Sheikh Eid Bin Mohammad Al Thani Charitable Association

Society for Participatory Research in Asia

Trade and Economic Development Council

USA Refugees & Immigrants Corp.

Projet de décision II

Retrait du statut consultatif de l'organisation non gouvernementale China Energy Fund Committee

Le Conseil économique et social décide de retirer le statut consultatif à l'organisation non gouvernementale China Energy Fund Committee.

Projet de décision III

Rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2019

Le Conseil économique et social prend note du rapport du Comité chargé des organisations non gouvernementales sur les travaux de sa session ordinaire de 2019.

II. Demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement et rapports quadriennaux reçus d'organisations non gouvernementales

2. Le Comité a examiné le point 3) a) de son ordre du jour, intitulé « Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures » et le point 3) b), intitulé « Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement », de sa 1^{ère} à sa 11^e séance, du 21 au 28 janvier et à ses 14^e et 15^e séances, les 29 et 30 janvier. Il était saisi des documents suivants :

a) Liste des documents contenant les demandes d'admission au statut consultatif reçues d'organisations non gouvernementales dont le Comité a reporté l'examen aux sessions qu'il a tenues entre 2008 et 2017 (E/C.2/2019/CRP.1) et demandes de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de ses sessions antérieures (E/C.2/2019/CRP.2) ;

b) Mémoire du Secrétaire général relatif aux nouvelles demandes d'admission au statut consultatif reçues d'organisations non gouvernementales (E/C.2/2019/R.2 et E/C.2/2019/R.2/Add.1-23) ;

c) Mémoire du Secrétaire général relatif aux nouvelles demandes de reclassement devant être examinées par le Comité (E/C.2/2019/R.3) ;

d) Mémoire du Secrétaire général relatif aux demandes de fusion dont le Comité a reporté l'examen lors de sessions antérieures (E/C.2/2019/CRP.3) ;

e) Liste des documents contenant les rapports quadriennaux d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif général ou spécial auprès du Conseil économique et social dont le Comité a reporté l'examen lors de sessions antérieures (E/C.2/2019/CRP.4) ;

f) Notes du Secrétaire général contenant les rapports quadriennaux pour la période 2014-2017 (E/C.2/2019/2, E/C.2/2019/2/Add.1, E/C.2/2019/2/Add.2 et E/C.2/2019/CRP.7-33) ;

g) Mémoire du Secrétaire général relatif aux demandes de changement de nom reçues d'organisations non gouvernementales (E/C.2/2019/CRP.5).

A. Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures

3. Le Comité a examiné le point 3) a) de son ordre du jour, intitulé « Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures », de sa 5^e à sa 11^e séance, du 23 au 28 janvier, et à sa 15^e séance, le 30 janvier. Il a examiné 233 demandes d'admission au statut consultatif dont il avait reporté l'examen lors de sessions antérieures.

Demandes ayant fait l'objet d'une recommandation favorable

4. Le Comité a recommandé au Conseil d'accorder le statut consultatif à 51 organisations [voir chap. I, projet de décision I, al. a)] :

Statut consultatif spécial

Alternative Perspectives and Global Concerns
Andean Information Network
Asia Initiatives, Inc.
Association canadienne pour le droit et la vérité
Association du développement communautaire en Mauritanie
Association Duval
Association for Reconciliation and Development through English
Association pour la diffusion des droits humains aux peuples autochtones
– Humanitarian Law Agency
Belgische associatie voor mensenrechten en ontwikkeling
Canadian Canola Growers Association
Citizen Association Health Education and Research Association (HERA)
Civil Society Support Center NGO "SEG"
Dansk Flygtningehjælp
DePaul University
Drug Reform Coordination Network, Inc.
Empower
Federal Lezghin National and Cultural Autonomy
Fédération internationale des associations d'inventeurs
Fondazione del Monte di Bologna e Ravenna
Geneva Agape Foundation
Gesellschaft Bosnischer Akademiker in Österreich
Girls Not Brides: the Global Partnership to End Child Marriage
Global Interfaith WASH Alliance India
Global Peace Foundation
Hazar Eğitim Kültür ve Dayanışma Derneği
Hellenic Initiative, Inc.
International Association of World Peace Advocate
"İqtisadi və Sosial İnkişaf Mərkəzi" ictimai birliyi
Israel Trauma Coalition for Response and Preparedness, RA
Knowledge for Development without Borders (KFDWB)
Legal Action Worldwide
Legal Advice Centre
Namati, Inc.
OneNess Foundation for the Aged, Disabled and Children
Open Net Association, Inc.

Palestinian Association for Human Rights – Witness
Peace Development Fund
People’s Cultural Centre
PRO Leadership Global, Inc.
Public Aid Organization
Ranney School
Regional Centre for International Development Cooperation, Limited by Guarantee
SAM, Inc.
Shrushti Seva Samiti
South Saharan Social Development Organisation
Specified Non-Profit Organization “Diamonds for Peace”
Stephen Lewis Foundation
The Family Planning Association of Sri Lanka
The First Community Christian Pentecostal Church of God, Inc.
UCC Whale Center, Inc.
Women’s Spirit/Ruach Nashit – Financial Independence for Women Survivors of
Violence

Demandes dont l’examen a été reporté

5. Le Comité a décidé de reporter l’examen des demandes d’admission des 162 organisations non gouvernementales ci-après jusqu’à réception des réponses aux questions qu’il leur a posées à sa session ordinaire de 2019 :

Akhil Bharatiya Human Rights Organisation
Alianza Americas
Al-Imdaad Trust
Alliance to Renew Co-operation among Humankind
Al-Shafa’a Humanitarian Organization
Anti-Corruption Foundation
Arab Program for Human Rights Activists
Arab-European Center of Human Rights and International Law (AECHRIL)
Asociación Enraizados en Cristo y en la Sociedad
Asociación Red de Mujeres Afrolatinoamericanas, Afrocaribeñas y de la Diáspora
Association Concerning Sexual Violence against Women
Association mauritanienne d’appui aux nécessiteux
Association pour la défense des droits de l’homme et des revendications
démocratiques/culturelles du peuple Azerbaidjanais, Iran – “ARC”
Assyrian Aid Society of America, Inc.
Bahrain Center for Human Rights

Broad National Movement, Ltd. (BNM)
Cairo Foundation for Development and Law
Canadian Human Rights International Organization (CHRIO)
Catholic Relief Services – United States Conference of Catholic Bishops
Centre international pour la paix et les droits de l’homme (CIPADH)
Centre Zagros pour les droits de l’homme
Cercle Martin Buber
Child Foundation (USA)_
China Biodiversity Conservation and Green Development Foundation
China Charity Alliance
Chinese Culture Promotion Society
Christian Solidarity International (CSI)
Citizens’ Alliance for North Korean Human Rights
Club des amis de la moughataa de Moudjeria
Congrès mondial Amazigh (CMA)
Congrès national des Arméniens occidentaux (CNAO)
Cooperación Internacional
Coordination Waï (Eveil) relative à l’unité nationale et la lutte contre l’esclavage
Coptic Solidarity
Database Center for North Korean Human Rights (NKDB)
Diakonia
Diplomatic Mission Peace and Prosperity
Direct Focus Community Aid
Dream Touch for All
East Human Rights Group
Electronic Frontier Foundation, Inc.
Engineering Association for Development and Environment
Eri-Platform
Establishment of Sheikh Thani bin Abdullah Al Thani for Humanitarian Services
Ethiopian Genocide Committee 1935-1941, Inc.
Etrat Fatemi Charity Institute
Euro-Mediterranean Human Rights Network
European Centre for Democracy and Human Rights, Limited
European Coalition for Just and Effective Drug Policies (ENCOD)
European Grassroots Antiracist Movement (EGAM)
Family Policy Institute

Federal Bar Association
Fédération euro-méditerranéenne contre les disparitions forcées
Formation Awareness and Community Empowerment Society (FACES Pakistan)
Fundacja Otwarty Dialog
Goringhaicona Khoi Khoin Indeginious Traditional Council
Gulf Centre for Human Rights, Limited (GCHR)
Gulshan-e-John
Habilian Association
Hokok Coalición Internacional Contra la Impunidad
HUIRA Village Support Organization
Human Rights & Democratic Participation Center "SHAMS"
IFEX
Imam Khomeini Relief Foundation
Individual Land Trust
Inimõiguste Instituut
International Action Network for Gender Equity and Law
International Association of Genocide Scholars, Inc.
International Association of Justice Watch
International Child Rights Center
International Dalit Solidarity Network
International Human Right Organization
International Non-Olympic Committee
International Non-Olympic University
International Organisation to Preserve Human Rights, Ltd.
International Youth Committee
International Youth Council – Yemen Chapter (IYCY)
Interregional non-governmental human rights organization "Man and Law"
Interregional Non-governmental Organization "Committee against Torture"
İslam Dünyası Sivil Toplum Kuruluşları Birliği
Islamic African Relief Agency (IARA)
Jamia Islamiya Umar Faruk Charitable Trust Solapur
Jerusalem Institute of Justice
Justice Centre Hong Kong, Limited
Kaleidoscope Human Rights Foundation, Ltd.
Komitet pravnika za ljudska prava
Kurdistan Institute for Human Rights

Lawyers for Justice in Libya
Le collectif de la paix au Sri Lanka
Les femmes, la force du changement
Ligue mauritanienne pour l'appui aux initiatives associatives
Lion Damien Club
Mangfoldhuset
Mother Helpage (UK)
Muslim Hands
National Committee on BRICS Research
National Human Rights Civic Association "Belarusian Helsinki Committee"
NK Watch
Non C'è Pace Senza Giustizia
Now Action & Unity for Human Rights (NAUH)
Organisation Attawassoul pour la santé, la femme et l'enfant
Organisation Suisse d'aide aux réfugiés
Organisation Tamaynut
Pak Special Persons Welfare Society
Pakistan International Human Rights Organization
Parents and Friends of Ex-Gays and Gays, Inc. (P-FOX)
Partners for Peace and Prosperity, Inc.
Peace Brigades International
Peace Research Institute Oslo
Research Society of International Law
Rohingya League, Ltd.
Safe Care Trust International
Sahipkiran Stratejik Araştırmalar Merkezi
Salam for Democracy and Human Rights
Scholé Futuro
Sensitization Centre
Sex & Samfund
Social Services Trust
Solidarity for Peace and Reunification of Korea
SOS Exclus pour la protection et l'épanouissement de la famille, de l'enfant et des personnes vulnérables
SOS Urgence
Southern African AIDS Trust
Stichting Choice for Youth and Sexuality

Stichting Global Partnership for the Prevention of Armed Conflict
Stichting Mama Cash
Stichting Pro Papua
Stichting Wildlife Justice Commission
Swadhikar
Syrian American Medical Society Foundation
Talent Incubator
Terram Pacis
The Andrey Rylkov Foundation for Health and Social Justice
The Center for Justice and Accountability
The Centre for International Governance Innovation
The F W de Klerk Foundation Trust
The International Center for Supporting Rights and Freedoms
The National Democratic Institute for International Affairs (NDI)
The New Woman Foundation
The Public Association “Kazakhstan International Bureau for Human Rights and Rule of Law” (the Republican Status)
The Union of Non-governmental Associations "The International Non-governmental Organization "The World Union of Cossack Atamans"
The Voice Society
Tom Lantos Foundation for Human Rights and Justice
Transnational Anti-Organized Crime Intelligence Group, Inc.(TAOC-IG)
Trocaire
Turkiye Diyanet Vakfi
United Sikhs
Vang Pao Peace Institute
West Papua Interest Association
White Ribbon Alliance for Safe Motherhood, Inc
Women in International Security (WIIS)
Women Information Network
Women Living under Muslim Laws – International Solidarity Network (WLUML)
Women’s Freedom Forum, Inc.
Women’s Ordination Conference
Women’s Refugee Commission, Inc.
World Association for Sexual Health
World Fund for Development and Planning (WFDP)
World Historic and Cultural Canal Cities Cooperation Organization

World without Genocide

Wynad Social Service Society

Youth RISE (Resource, Information, Support, Education), Limited

Youthlead/Jeunes Leaders

Demandes dont l'examen a été clos, sans préjudice de nouvelles demandes

6. À sa 15^e séance, le 30 janvier, le Comité a décidé de clore, sans préjudice de nouvelles demandes, l'examen des demandes de 20 organisations non gouvernementales qui n'avaient pas répondu aux questions qu'il leur avait posées, malgré trois rappels [voir chap. I, projet de décision I, al. g)].

B. Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement

7. Le Comité a examiné le point 3 b) de son ordre du jour, intitulé « Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement », de sa 1^{re} à sa 5^e séance, du 21 au 23 janvier, et à ses 14^e et 15^e séances, les 29 et 30 janvier. Au total, il a examiné 288 demandes d'admission au statut consultatif.

Demandes ayant fait l'objet d'une recommandation favorable

8. Le Comité a recommandé au Conseil économique et social d'accorder le statut consultatif aux 185 organisations ci-après, parmi les 288 qui avaient présenté de nouvelles demandes [voir chap. I, projet de décision I, al. a)] :

Statut consultatif spécial

A Better Community for All (ABC4All)

Abshar Atefeha Charity Institute

Adolescent Breast and Pelvic Cancer Awareness Initiative

Afrikanische Frauenorganisation

Agencia Internacional de Cooperación y Desarrollo

Alberta Council for Global Cooperation

Alebe Collins Nigeria Foundation

Al-Gusor Al-Raidh Social Development Organization

Alnahda Philanthropic Society for Women

American Academy of Arts and Sciences

Amroha Education Foundation

Angels in the Field

Anglican Rite Roman Catholic Church

Aotearoa Youth Leadership Institute

Apex Development Foundation

Appui solidaire pour le renforcement de l'aide au développement

Arc Finance, Ltd.

Asociación Colectivo Mujeres al Derecho (ASOCOLEMAD)
Asociación La Ruta del Clima
Associação Nacional de Deficiência Mentais Raras-Raríssimas
Association Assistance communautaire et développement
Association consortium pour les aires et territoires du patrimoine autochtone et communautaire (APAC)
Association des femmes pour la promotion et le développement endogène
Association Jbel Ayachi pour le développement culturel, social, économique et de l'environnement
Association Ma'onah for Human Rights and Immigration
Association pour la défense des droits de la femme mauritanienne
Australian Injecting and Illicit Drug Users League, Inc. (AIVL)
Avocats sans frontières – Québec
Babatunde Development and Empowerment Initiative
Bangladesh Association for Development of Trade and Finance (BADTF)
BCARE USA, Inc. (BCARE International)
Babatunde Development and Empowerment Initiative
Bangladesh Association for Development of Trade and Finance (BADTF)
Beijing Changier Education Foundation
Beijing Guangming Charity Foundation
Beit Hagalgalim/House of Wheels
Bien-être social pour tous
Bir Dünya Çocuk Derneği
Brain Sluice Africa Child's
Cámara de Instituciones de Diagnóstico Médico (CADIME)
Center for the Study of Crime
Centre de recherche et d'action pour le développement durable et l'épanouissement des sociétés
Centro de Información y Educación para la Prevención del Abuso de Drogas (CEDRO)
Chengmei Charity Foundation
China Charities Aid Foundation for Children
Churches in One Accord
Commit-2-Change, Inc.
Community Development Alliance
Compassion Soul Winners Outreach International
ComunidadMujer
Concern for Human Welfare

Confederation of Indian Healthcare Foundation (CIHF)
Continents University
Corporación Colectivo de Abogados José Alvear Restrepo
Corporación Fiscalía del Medio Ambiente (FIMA)
CrowdGuard
Dignidad y Justicia en el Camino, Asociación Civil
Direct Aid Organization
Earth Law Center
Ecocentre for Environmental Protection
EL-Aged Care, Limited by Guarantee
Əlil Təşkilatları İttifaqı
European Network on Debt and Development
Farhikhtegan'e Mosalman Association
Femienza International, Ltd.
Fondation du Dr Julien
Fondation européenne d'études progressistes
Fondation Medicines Patent Pool
Fondation Millennia 2025 Femmes et Innovation
Fondazione di ricerca scientifica ed umanistica Antonio Meneghetti
Forum européen des femmes musulmanes
Foundation for Building Sustainable Communities
Foundation for International Medical Relief of Children
Fundación Abba Colombia
Fundación Cepaim, Acción Integral con Migrantes
Gap Intercessors Ministry International
Gender and Development Action, Limited
Georgetown University
Global Alliance of NGOs for Road Safety
Global Medic Force (Europe)
Global Music & Wellness, Inc.
Green Mobilisation Initiative
Groundswell International, Inc.
Helpline Foundation for the Needy, Abuja
Hinduistička Vjerska Zajednica Hrvatske
Human Rights Center in Iraq
Ikkaido, Ltd.

Imam Ali Charity Institution
Instituto de Estudos Socioeconômicos
International Action for Peace & Sustainable Development
International Arts Movement, Inc.
International Society for Peace and Safety
Iranian Thalassemia Society
Italian Climate Network
Justiça Global
Kadın Sağlıkçılar Eğitim ve Dayanışma Vakfı
Kallipatira
Kids' Educational Engagement Project (KEEP)
La Voûte nubienne
League of Women Voters of Nigeria
Local Environment Development and Agricultural Research Society (LEDARS)
Love Alliance Foundation for Orphans, Disabled and Abandoned Persons in Nigeria
Magyar Női Unió Egyesület
Markaz Toseeh Tehran
Medical and Educational Sustainable Community Help, Incorporated (MESCH)
Medijski Edukativni Centar
Migration Council Australia
Montréal International
Mundo a Sorrir – Associação de Médicos Dentistas Solidários Portugueses
MUSIAD Corp.
National Association for the Defense of Rights and Freedoms
National Council of Juvenile and Family Court Judges
Nature's Rights
Nikookaran Sharif Charity
Ogiek Peoples' Development Program (OPDP)
One Earth Future Foundation, Inc.
ONG Funsocial Crecer Colombia
Opportunity Two Excel Foundation
Organisation pour de nouvelles initiatives en développement et santé au Burkina Faso
Organización no gubernamental de Desarrollo Piensa Discapacidad
Panoramic Charity Foundation
Partenaires pour le développement rural (PDR)
Peace Initiative Network

Peace Society of Kenya
PeaceTrees Vietnam
Pearl Initiative, Inc.
Permanent Peace Movement
Phelyn Skill Acquisition Center
Poka Healthcare Foundation
Rahbord Peimayesh Research & Educational Services Cooperative
Rescue the Poor Child
RIO Rusmisbrukernes Interesseorganisasjon
Sanctuary for Families, Inc.
Sanid Organization for Relief and Development
Seek the Peace
Silambam Asia (SILA)
Smart Women's Community Institute
Smile Again Africa Development Organization
Smile Youth Initiative International
Sociedad Espiritista Kardeciana Cruzada Quisicuba
Sociedad Mexicana de Criminología Capítulo Nuevo León
Sociedad y Discapacidad: Estudios, Asesoría e Integración de la Persona con Discapacidad "Sociedad y Discapacidad"
Society for Orphan, Neglected & Youths (SONY)
Solidarité humanitaire
South Youth Organization
SPD
Stevenson Holistic Care Foundation
Stichting Deep Sea Conservation Coalition
Stopaids
Swiss Academy for Development (SAD)
Syndicat chrétien des travailleurs du Congo (SCTC)
TASC National, Limited
Terre des femmes, Schweiz
The Centre for Family Health Initiatives
The Institute for Protection of Women's Rights (IPWR)
The National Council of African Descendants in America
The New Generation Girls and Women Development Initiative
The Paz Foundation
The Reality of Aid Africa Network

The Union of Arab Banks
The Victor Pineda Foundation
Tiruzer Ethiopia for Africa (TEA)
TOBE Foundation for Rights & Freedoms
Triumphant Hand of Mercy Initiative, NPC
Tsilhqot'in National Government
US UCIA Corporation
Uluslararası Süleymaniye Eğitim ve Yardımlaşma Derneği
Union nationale des femmes algériennes
Union of Relief and Development Associations
Union pour la promotion de la femme et de l'enfant nigérienne
Union Theological Seminary
Universal Peace and Violence Amelioration Centre
Universal Soul Love
US UCIA Corporation
Wassa Karité
Women Initiative for Sustainable Environment
Women's Initiative for Self-Actualization
World Obesity Federation
Yemeni Observatory for Rights and Sustainable Development
Yoruba Indigene's Foundation
Youth Crime Watch of Liberia
Youth Education and Leadership Initiative
Youth Health and Development Organization
Youth Initiative against Unlawful Emigration
YUVA – Mauritius
Zaindriss Foundation Inc
Zomi National Council of Myanmar Social Organization, Kalaymyo (ZNCM)

Nouvelles demandes dont l'examen a été reporté

9. Le Comité a décidé de reporter l'examen des demandes d'admission des 103 organisations non gouvernementales ci-après jusqu'à réception des réponses aux questions qu'il leur a posées à sa session ordinaire de 2019 :

A New Dawn – Bedouin Jewish Centre in the Negev for Equality and Accessibility in Education, Research, Peace and Welfare Services, RA

Afrikaanse Forum vir Burgerregte

Aleh Jerusalem Centres

American Center for International Labor Solidarity

Asamblea Permanente por los Derechos Humanos – La Matanza
Association of Non-for-Profit Organizations to Facilitate the Drug Prevention and Socially Dangerous Behaviour “National Anti-Drug Union”
Association of Professional Social Workers And Development Practitioners
Association pour une jeunesse africaine progressiste
Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)
Association réseau de centres d’entraînement aux méthodes d’éducation active du Cameroun
Avaaz Foundation
Belarusian Fund of Peace
Blue Cross & Blue Crescent Society
Burundi Rugby League – Rugby à Xiii
Care 2 Give, Inc.
Center for Sex Education and Family Life, Ltd./Gte.
Centro Mujeres, AC
Chanan Development Association
Chavara Cultural Centre
Chorbut Local Support Organization (Chorbut LSO)
Churches for Middle East Peace
Collectif Alpha Ujuvi
Community Human Rights and Advocacy Centre (CHRAC)
Conflict Dynamics International, Inc.
Cruelty Free International
Dalit Welfare Association
Darfur Women Action Group
Democracy Reporting International, gGmbH
Drug Free Pakistan Foundation
Earth
Ensar Vakfi
Environmental and Societal Development Foundation
Envisions Institute of Development
Family Planning NSW
Fondazione Giacomo Brodolini
Foundation for Human Rights Initiative (FHRI)
Fundación Alianza por los Derechos, la Igualdad y la Solidaridad Internacional
Global Buddhist Foundation
Global Coalition for Peace and Security, Inc.

Global Energy Interconnection Development and Cooperation Organization
Global One 2015
Global Rights for Women
Grace Leadership Foundation. Inc.
Great Enlightenment Lotus Society, Inc.
GSM Association
Health Limited
Helpage India
Human Is Right
Humanitarian Tracker
IAMANEH Schweiz Suisse Svizzera Switzerland
International Civil Society Action Network, Inc.
International Convocation of Unitarian Universalist Women
International Council for Small Business
International Council on Monuments and Sites
International Medical Corps
International Network for Economic, Social and Cultural Rights, Inc. (ESCR-Net)
International Organization for Educational Development
International Programme on the State of the Ocean
Kaarvan Crafts Foundation
Legal Center for Women's Initiatives Sana Sezim
Maalkop Trading and Projects
National Committee on American Foreign Policy, Inc.
NORSAAC
Occupational Knowledge International
OneMama, Incorporated
OneNess Foundations Diaspora USA
Pan African Girl Child Education Foundation
Partners for Progressive Israel
Partnership for Observation of the Global Oceans Society
Peace without Limits International Organization, Inc. (PWL)
Peaceever TV International Media Group, Inc.
Philippine Social Enterprise Network, Inc.
Public Organization "Institute for the Study of Dependencies, Drug Policy Issues
and Monitoring the Drug Situation"
Rockefeller Philanthropy Advisors, Inc.
Rupani Foundation

Sabawon
 Sheikh Abdullah Al Nouri Charity Society
 Shuhada Organization (SO)
 Silk Road Chamber of International Commerce
 Society for Union of Muslims And Empowerment (SUMAE) Foundation
 Sohag Community Development and Caring Children with Special Needs Association
 Stichting Iranian Center for International Criminal Law
 Stichting Partnership on Sustainable, Low Carbon Transport Foundation (SLOCAT)
 Su Politikaları Derneği
 Swedwatch
 The Bar Human Rights Committee
 The Center for Bioethics and Culture
 The Egyptian Coordination for Law and Justice
 The Foundation for Political, Economic and Social Research (SETA)
 The Global Initiative against Transnational Organized Crime
 Türk Kadınlar Birliği Derneği
 Union des peuples autochtones pour le réveil au développement
 UNISC International
 United National Organization of Human Rights
 United States Council for the International Business, Incorporated
 Vikash Deep
 Voluntary Integration for Education and Welfare of Society
 VšĮ “Žmogaus teisių apsauga”
 Welfare Association Jared
 Yayasan Kota Kita Surakarta
 YouChange China Social Entrepreneur Foundation
 Youth and Development Consultancy Institute
 YWCA of Japan

Demandes de reclassement

10. À ses 5^e et 11^e séances, les 23 et 28 janvier, le Comité a examiné six demandes de reclassement, dont trois nouvelles, qui figurent dans le document publié sous la cote [E/C.2/2019/R.3](#), et trois dont l'examen avait été reporté, qui figurent dans le document publié sous la cote [E/C.2/2019/CRP.2](#). Il a recommandé que deux de ces organisations soient reclassées, passant du statut consultatif spécial au statut consultatif général et que le statut consultatif général soit accordé à une organisation inscrite sur la Liste [voir chap. I, projet de décision I, al. b) et c)] et a reporté l'examen de la demande de reclassement des trois organisations ci-après jusqu'à réception des réponses aux questions qu'il leur avait posées :

The Fishermen
Institute of Noahide Code
Widows for Peace through Democracy.

C. Demande de fusion et questions diverses

Demande de fusion

11. À sa 11^e séance, le 28 janvier, le Comité a pris note de la fusion de l'organisation International Campaign to Ban Landmines, ayant obtenu le statut consultatif spécial en 2011, et de l'organisation Cluster Munition Coalition, qui forment désormais l'organisation International Campaign to Ban Landmines – Cluster Munition Coalition (ICBL-CMC) (E/C.2/2019/CRP.3). Le Comité a recommandé au Conseil d'octroyer le statut consultatif spécial à la International Campaign to Ban Landmines – Cluster Munition Coalition (ICBL-CMC) [voir chap. I, projet de décision I, al. e)]. Le Comité a également de nouveau décidé de reporter, jusqu'à réception des réponses aux questions qu'il leur avait posées, l'examen de la demande de fusion présentée conjointement par Social Service Agency of the Protestant Church in Germany (statut consultatif spécial) et Protestant Development Service (non dotée du statut consultatif) de façon à former la Protestant Agency for Diakonie and Development.

Demandes de changement de nom

12. À sa 14^e séance, le 29 janvier, le Comité a examiné huit nouvelles demandes de changement de nom présentées par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif ; ces demandes figurent dans le document publié sous la cote E/C.2/2019/CRP.5. Il a décidé de prendre note du changement de nom de sept des organisations [voir chap. I, projet de décision I, al. d)] et de reporter l'examen des demandes de changement de nom de l'organisation ci-après, jusqu'à réception des réponses aux questions qu'il lui avait posées :

Initiative féministe européenne (statut consultatif spécial, 2016) en Initiative féministe euroméditerranéenne (IFE EFI).

III. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

A. Rapports quadriennaux présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil dont l'examen avait été reporté à la reprise de la session du Comité

13. À sa 13^e séance, le 29 janvier, le Comité a examiné le point 4 a) de son ordre du jour, intitulé « Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil et dont l'examen a été reporté ». Le Comité était saisi d'un mémorandum du Secrétaire général contenant la liste des 90 rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif général ou spécial auprès du Conseil et portant sur les activités menées pendant la période 2005-2018, dont l'examen avait été reporté lors de sessions antérieures (E/C.2/2019/CRP.4). Le Comité a pris note du rapport des neuf organisations ci-après [voir chap. I, projet de décision I, al. f)] :

Club of Madrid (COM) (2011-2014)

American Psychological Association (2012-2015)

Commission of the Churches on International Affairs of the World Council of Churches 2012-2015

Commonwealth Human Rights Initiative (2013-2016)

Federación de Asociaciones de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos (2012-2015)

Federation of Trade Unions of Ukraine (2013-2016)

Heritage Foundation (2011-2014)

Homosexuelle Initiative Wien (2013-2016)

Simply Help (2009-2012).

14. Le Comité a décidé de reporter à nouveau l'examen des 81 rapports quadriennaux présentés par les 66 organisations suivantes :

Amnesty International (2008-2011)

Amnesty International (2012-2015)

Armenian Assembly of America (2007-2010)

Armenian Assembly of America (2011-2014)

Asian Forum for Human Rights and Development (2012-2015)

Canadian Environmental Network (2013-2016)

Catholics for Choice (2010-2013)

Catolicas por el Derecho a Decidir (2009-2012)

Centrist Democratic International (2006-2009)

Centrist Democratic International (2010-2013)

Christian Conference of Asia (2012-2015)

Cross-Cultural Solutions (2011-2014)

Egyptian Organization for Human Rights (2010-2013)

Equality Now (2013-2016)

Federación Internacional de Fe y Alegría (2011-2014)

France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand (2007-2010)

France Libertés : Fondation Danielle Mitterrand (2011-2014)

Freedom House (2007-2010)

Freedom House (2011-2014)

Global Environmental Action (GEA) (2009-2012)

Habitat International Coalition (2013-2016)

Human Rights Advocates, Inc. (2013-2016)

Human Rights House Foundation (2011-2014)

Human Rights Watch (2009-2012)

Human Rights Watch (2013-2016)
Institute of Inter-Balkan Relations (2010-2013)
Inter-American Press Association (2013-2016)
International Association for Religious Freedom (2011-2014)
International Council on Social Welfare (2012-2015)
International Federation for Home Economics (2013-2016)
International Federation for Human Rights Leagues (2012-2015)
International Federation of Journalists (2005-2008)
International Federation of Journalists (2009-2012)
International Federation of Journalists (2013-2016)
International PEN (2006-2009)
International Press Institute (2001-2004)
International Press Institute (2005-2008)
International Press Institute (2009-2012)
International Press Institute (2013-2016)
International Service for Human Rights (2011-2014)
International Union of Socialist Youth (2005-2008)
Jammu and Kashmir Council for Human Rights (JKCHR) (2013-2016)
Lawyers without Borders (2012-2015)
Lawyers for Lawyers (2013-2016)
Lawyers' Rights Watch Canada (2013-2016)
Miroslava International Alliance (2013-2016)
Mahila Dakshata Samiti (2012-2015)
Médecins sans frontières (international) (2012-2015)
Minhaj-ul-Quran International (2011-2014)
Minority Rights Group (2012-2015)
National Council of Women of Canada (2013-2016)
Open Society Institute (2013-2016)
Organization for Industrial, Spiritual and Cultural Advancement International (2011 -
2014)
Pathfinder International (2011-2014)
People's Solidarity for Participatory Democracy (2012-2015)
Prince Sultan Bin Abdulaziz International Prize for Water (2013-2016)
Redress Trust (2011-2014)
Reporters sans frontières international/Reporters without Borders International
(2005-2008)

Reporters sans frontières international/Reporters without Borders International (2009-2012)

Reporters sans frontières international/Reporters without Borders International (2013-2016)

Robert F. Kennedy Center for Justice and Human Rights (2009-2012)

Rosa-Luxemburg-Stiftung – Gesellschaftsanalyse und Politische Bildung, eV (2013-2016)

Scholars at Risk Network (2013-2016)

Simon Wiesenthal Center (2011-2014)

Society for Threatened Peoples (2013-2016)

Temple of Understanding (2011-2014)

The Royal Institution of Chartered Surveyors (2011-2014)

Ukrainian World Congress (2003-2006)

Ukrainian World Congress (2007-2010)

Ukrainian World Congress (2011-2014)

Unitarian Universalist Service Committee (2009-2012)

Verein Sudwind Entwicklungspolitik (2013-2016)

Witness (2013-2016)

Women for Women's Human Rights – New Ways (2009-2012)

World Council of Arameans (Syriacs) (2007-2010)

World Council of Independent Christian Churches (2012-2015)

World Hunger Year, Inc. (2012-2015)

World Jewish Congress (2011-2014)

World Organisation against Torture (2010-2013)

World Vision International (2012-2015)

Young Women's Christian Association (2013-2016)

B. Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil

15. De sa 11^e à sa 13^e séance, les 28 et 29 janvier, le Comité a examiné le point 4 b) de son ordre du jour, intitulé « Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil ». Il était saisi de notes du Secrétaire général contenant 439 nouveaux rapports quadriennaux ([E/C.2/2019/2](#), [E/C.2/2019/2/Add.1](#) et [E/C.2/2019/2/Add.2](#), et [E/C.2/2019/CRP.7-33](#)). Il a pris acte de 390 d'entre eux [voir chap. I, projet de décision I, al. f)] et décidé de reporter l'examen des rapports des 49 organisations suivantes :

Alliance Defending Freedom (2014-2017)

Asian-Eurasian Human Rights Forum (2014-2017)

Baha'i International Community (2014-2017)
Center for Development of Civil Society (2014-2017)
Centrist Democratic International (2014-2017)
Centro de Promoción y Defensa de los Derechos Sexuales y Reproductivos (2014-2017)
Dominicans for Justice and Peace – Order of Preachers (2014-2017)
Dones per la Llibertat i Democràcia (2014-2017)
Donne in Rete contro la Violenza (2014-2017)
Eastern Regional Organization for Public Administration (2014-2017)
Education International (2014-2017)
Egyptian Organization for Human Rights (2014-2017)
End Child Prostitution, Child Pornography and Trafficking of Children for Sexual Purposes, Inc. (2014-2017)
European Humanist Federation (2014-2017)
European Union of Women (2014-2017)
Federation of Western Thrace Turks in Europe (2014-2017)
Fondation pour un Centre pour le Développement Socio-Economique (2014-2017)
Fundacion Pro Humanae Vitae (2014-2017)
Gender at Work (2014-2017)
Generation Initiative for Women and Youth Network (2014-2017)
Global Alliance against Traffic in Women (2014 – 2017)
Grassroots Organisations Operating Together in Sisterhood (2014-2017)
Henry Dunant Centre for Humanitarian Dialogue (2014-2017)
Human Life International, Inc. (2014-2017)
Human Resource Development Foundation (2014-2017)
IBON International Foundation, Inc. (2014-2017)
IDPC Consortium (2014-2017)
Institute for Economics and Peace, Limited (2014-2017)
International Alliance of Patients' Organizations (2014-2017)
International Council of Societies of Industrial Design (ICSID) (2014-2017)
International Gay and Lesbian Human Rights Commission (2014-2017)
International Justice Resource Center, Inc. (2014-2017)
Japanese Association of International Women's Rights (JAIWR) (2014-2017)
John D and Catherine T MacArthur Foundation (2014-2017)
Kitakyushu Forum on Asian Women (KFAW) (2014-2017)
Kiwanis International (2014-2017)
Lesbian and Gay Federation in Germany (2014-2017)

Local Governments for Sustainability (2014-2017)
 Maryknoll Fathers and Brothers (2014-2017)
 Maryknoll Sisters of St. Dominic, Inc. (2014-2017)
 Medico International (2014-2017)
 Mennonite Central Committee (2014-2017)
 Natural Justice (2014-2017)
 Presbyterian Church (USA) (2014-2017)
 The Law Society (2014-2017)
 United Nations Watch (2014-2017)
 World for World Organization (2014-2017)
 World Organization of the Scout Movement (2014-2017)
 Young Women's Christian Association of Australia (2014-2017)

IV. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat

16. À sa 1^{re} séance, le 21 janvier, le Comité a examiné conjointement le point 5 de son ordre du jour, intitulé « Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat », et le point 8, intitulé « Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG », et entendu des rapports oraux présentés par des membres du Secrétariat.

17. La Directrice du Bureau de l'appui aux mécanismes intergouvernementaux et de la coordination au service du développement durable du Département des affaires économiques et sociales a souligné que l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 avait mobilisé la société civile et renforcé sa volonté de participer aux travaux de l'Organisation des Nations Unies. Elle a noté que le nombre de demandes d'admission au statut consultatif reçues par le Service avait fortement augmenté, passant de 440 en 2014 à 820 en 2019, et que cette tendance se poursuivrait inévitablement. En conséquence, le traitement des nouvelles demandes et des rapports quadriennaux et l'exécution des autres tâches sans ressources humaines supplémentaires avaient eu une incidence sur la charge de travail du Service, d'où une accumulation croissante du nombre des nouvelles demandes soumises au Comité.

18. La Directrice a souligné le besoin urgent de disposer de ressources humaines et de moyens techniques de pointe supplémentaires pour permettre au Secrétariat et au Comité de faire face à l'accroissement de la charge de travail de façon efficace. À cet égard, elle a informé le Comité que le Service avait élaboré un projet visant à remplacer ses plateformes électroniques obsolètes, notamment la base de données intégrée sur les organisations de la société civile, le Civil Society Network et le système dématérialisé utilisé par le Comité, par un système intégré adapté aux besoins du Service. Elle a ajouté que le Bureau s'employait à déterminer les systèmes susceptibles d'améliorer les performances et de fournir des services plus rapides et de meilleure qualité au Comité et aux organisations non gouvernementales, et sollicité l'appui du Comité à cet égard.

19. La Directrice a également assuré le Comité que son Bureau lui apporterait son soutien pour examiner l'invitation qui lui a été faite par l'Assemblée générale, dans sa résolution 72/305, d'examiner les moyens de gérer efficacement la prolifération des demandes d'admission au statut consultatif émanant des organisations non gouvernementales.

V. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil s'agissant, notamment, du processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil

Recommandations concernant l'amélioration des méthodes de travail du Comité

20. À sa 1^{re} séance, le 21 janvier, et à ses 11^e, 12^e et 13^e séances, les 28 et 29 janvier, le Comité a examiné des recommandations concernant l'amélioration de ses méthodes de travail.

21. À la 12^e séance du Comité, le 28 janvier, le Secrétariat a appelé l'attention du Comité sur le fait que, dans le questionnaire relatif à la présentation des rapports quadriennaux, les organisations non gouvernementales étaient priées de rendre compte des initiatives qu'elles avaient prises pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Le Comité a été prié d'autoriser le Secrétariat à mettre à jour l'énoncé pour qu'il y soit fait référence aux objectifs de développement durable, plus récemment adoptés.

22. Le représentant de Cuba a noté que, par le passé, le Comité avait traité les modifications importantes des méthodes de travail ou des questionnaires relatifs aux travaux du Comité au moyen d'un groupe de travail établi et a prié le Comité de s'en tenir à cette pratique établie. Il a également noté que certains rapports dont le Comité était saisi portaient sur des activités mises en œuvre avant l'adoption des objectifs du développement durable et que, par conséquent, les organisations devraient toujours être tenues de rendre compte de ces activités. Il a engagé le Secrétariat à informer à l'avance le Comité des questions de procédure à examiner pendant la session du Comité, afin de lui donner le temps de tenir des consultations préalablement aux délibérations. Compte tenu des précisions apportées par le Secrétariat, le Comité a décidé de modifier le libellé du questionnaire relatif aux rapports quadriennaux pour qu'il y soit fait référence à la fois aux objectifs du Millénaire pour le développement et aux objectifs du développement durable, et a autorisé le Secrétariat à modifier le questionnaire dans ce sens. Le libellé sera donc reformulé comme suit : « Initiatives prises pour favoriser la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement ou des objectifs du développement durable ».

23. À sa 13^e séance, le 29 janvier, le Comité s'est penché sur la non-réponse des organisations non gouvernementales aux questions soulevées par le Comité au sujet de leurs rapports quadriennaux et sur l'absence de consignes pour faire face aux situations de ce type. Le Président a indiqué qu'il organiserait des consultations pour examiner la question plus avant.

24. À la 15^e séance, le 30 janvier, la représentante de l'Inde a rappelé que le Comité avait déjà tenu des discussions informelles sur une proposition visant à examiner les demandes d'admission au statut consultatif des organisations non gouvernementales au regard de la Liste récapitulative relative aux sanctions imposées par le Conseil de sécurité de l'ONU. Elle a noté le report de la présentation de l'exposé que les bureaux

des Nations Unies devaient faire à la demande du Comité sur cette question. Elle a demandé que le Secrétariat fixe une nouvelle date pour la prochaine réunion informelle, au cours de laquelle les bureaux des Nations Unies concernés informeraient le Comité des modalités d'application de cette proposition.

VI. Examen de rapports spéciaux et plaintes d'États Membres

25. À ses 1^{re} et 10^e séances, les 21 et 25 janvier, le Comité a examiné le rapport spécial présenté par la délégation des États-Unis d'Amérique. À la 1^{re} séance du Comité, le 21 janvier, la représentante des États-Unis d'Amérique s'est référée à une note diplomatique datée du 15 janvier 2019 (voir annexe) qui avait été précédemment distribuée aux membres du Comité et dans laquelle figurait une demande de retrait du statut consultatif spécial accordé à l'organisation non gouvernementale China Energy Fund Committee (CEFC).

26. La représentante des États-Unis d'Amérique a fait part de l'inquiétude de sa délégation s'agissant de la répression, à l'échelle mondiale, de la société civile et de la fermeture d'espaces civiques. Elle a déclaré qu'il incombait au Comité de veiller à ce que les organisations non gouvernementales qui contribuaient aux activités des Nations Unies soient dûment accréditées et traitées équitablement, et affirmé que sa délégation était résolue à travailler de manière ouverte et transparente à cette fin. Elle a souligné le rôle important que jouait la société civile pour ce qui est de représenter les valeurs et les aspirations de la Charte des Nations Unies et de faire entendre d'autres voix au sein de l'Organisation.

27. La représentante des États-Unis a toutefois regretté que certaines organisations cherchent à se servir de la tribune et de l'accréditation qu'offrait l'ONU pour se livrer à des activités frauduleuses et illicites, en violation des règles de l'Organisation, et noté que de tels agissements relevaient de l'abus de confiance et constituaient une grave menace pour les organisations dont la contribution était importante pour l'ONU. À cet égard, elle s'est référée à la note diplomatique datée du 15 janvier 2019 et à la demande qui y figurait. Elle a déclaré que cette demande avait été faite après qu'un tribunal fédéral des États-Unis d'Amérique avait jugé qu'un individu s'était rendu coupable de graves infractions pénales en utilisant l'organisation à des fins criminelles, comme indiqué dans la note diplomatique. Notant avec regret le mauvais usage fait par une organisation non gouvernementale de son accréditation auprès du Conseil économique et social et, par là même, l'abus des privilèges lui ayant été ainsi accordés, elle a souligné que le Comité devait s'acquitter de sa responsabilité de protéger et de garantir l'intégrité constante du processus d'accréditation en intervenant rapidement dans cette affaire.

28. La représentante des États-Unis d'Amérique a informé le Comité que le jury d'un tribunal fédéral de Manhattan avait reconnu le Vice-Président et Secrétaire général de China Energy Fund Committee, Chi Ping Patrick Ho, coupable d'avoir pris part à un système de corruption active de dirigeants étrangers auxquels plusieurs millions de dollars avaient été versés pendant plusieurs années en échange d'avantages au profit du géant chinois de l'énergie CEFC China Energy, une société établie à Shanghai qui était le principal bénéficiaire du China Energy Fund Committee. Elle a déclaré que M. Ho avait été condamné pour violations de la Foreign Corrupt Practices Act, blanchiment d'argent au niveau international et entente en vue de commettre l'une et l'autre infraction et que les documents de procédure et les éléments de preuve présentés au procès avaient montré qu'il s'était servi du statut consultatif spécial du China Energy Fund Committee pour accéder à des ressources et se faire admettre auprès de personnalités de l'ONU afin de servir des intérêts commerciaux, y compris par un système de pots-de-vin. Elle a ajouté que

l'organisation n'avait pas produit les documents exigés par les autorités fiscales pour les organisations à but non lucratif présentes sur le territoire des États-Unis et qu'aucune activité n'avait été observée dans les locaux de l'organisation, sis en Virginie, depuis que M. Ho avait été reconnu coupable.

29. La représentante des États-Unis a rappelé la résolution 1996/31 du Conseil, qui disposait en son paragraphe 57 a) que le statut consultatif d'une organisation était, soit suspendu pour une durée pouvant aller jusqu'à trois ans, soit retiré, si l'organisation, directement ou par l'intermédiaire d'organismes qui y étaient rattachés ou de représentants agissant en son nom, abusait manifestement de son statut consultatif pour se livrer systématiquement à des actes allant à l'encontre des buts et principes de la Charte des Nations Unies. Elle a ensuite rappelé que le paragraphe 57 b) de la résolution disposait que le statut consultatif était soit suspendu pour une durée pouvant aller jusqu'à trois ans, soit retiré, s'il existait des éléments établissant de façon concluante que l'organisation recevait des fonds résultant d'activités criminelles reconnues sur le plan international, comme le trafic illicite de drogues, le blanchiment de capitaux ou le trafic illicite d'armes. Invoquant le fait que M. Ho avait été jugé coupable de plusieurs chefs de blanchiment d'argent et de s'être servi du statut consultatif et des ressources de l'organisation pour se livrer à des activités criminelles et verser des pots-de-vin, elle a exhorté le Comité à retirer le statut consultatif qui avait été accordé au China Energy Fund Committee conformément à l'article 57 de la résolution 1996/31, afin d'empêcher que ce statut ne serve de tremplin à des activités criminelles. Elle a demandé qu'il soit accordé à l'organisation la possibilité de soumettre à l'examen du Comité une réponse écrite aux préoccupations exprimées par sa délégation.

30. La représentante de l'Inde a déclaré que les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif contribuaient de manière importante au travail des Nations Unies en mettant en œuvre des programmes au niveau local, en fournissant des informations, des analyses et un appui à un vaste éventail d'activités et en renforçant le dialogue multipartite et la constitution d'alliances. Elle a noté que le partenariat entre les Nations Unies et les organisations non gouvernementales reposait sur la confiance mutuelle et sur celle que les citoyens représentés par ces organisations placent en elles. Elle a également noté que le statut consultatif avait été accordé en partant du principe qu'en aucune circonstance, les organisations dotées de ce statut auprès du Conseil économique et social n'en abuseraient ni ne se livreraient à des actes contraires aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. Elle a souligné que les organisations dotées du statut consultatif devaient mener leurs activités en se montrant irréprochables sur les plans de la morale et de la déontologie et que toute entorse à cette règle devait immédiatement donner lieu à des mesures correctrices du Comité, conformément aux dispositions de la résolution 1996/31 du Conseil. Notant la gravité des questions soulevées par la délégation des États-Unis, elle a appuyé la proposition visant à donner à l'organisation non gouvernementale en question la possibilité d'expliquer sa position au Comité.

31. La représentante de l'Inde a ajouté que cette situation exigeait une réflexion sur le renforcement de l'application du devoir de précaution compte tenu des règles, procédures et pratiques régissant l'octroi, par le mécanisme consultatif, du statut consultatif, ainsi que sur l'examen et le suivi des activités des organisations dotées du statut consultatif. À cet égard, elle a rappelé que sa délégation avait proposé que les demandes d'admission des organisations non gouvernementales soient examinées au regard de la Liste récapitulative relative aux sanctions imposées par le Conseil de sécurité de l'ONU afin de veiller à ce que le statut consultatif auprès du Conseil ne soit pas accordé à des personnes ou entités ayant des liens avec le terrorisme. Elle a noté que des consultations relatives à l'examen des demandes d'admission des organisations non gouvernementales au regard de la Liste avaient été organisées en

2018 et dit espérer que des progrès seraient réalisés dans l'application de la proposition de sa délégation.

32. À sa 10^e séance, le 25 janvier, le Comité a examiné le point 7 de l'ordre du jour, intitulé « Examen des rapports spéciaux ». Le Secrétariat a informé le Comité que la plainte officielle formulée par la Mission des États-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies avait été transmise à l'organisation non gouvernementale visée, dont une réponse était attendue au plus tard le 24 janvier 2019, mais que l'organisation n'y avait pas encore donné suite.

33. Le représentant de la Fédération de Russie a noté que la décision du Comité de recommander le retrait du statut consultatif accordé au China Energy Fund Committee pouvait être précipitée, dans la mesure où le jugement du tribunal concernant le représentant de l'organisation pouvait faire l'objet d'un appel ou être annulé par une cour d'appel.

34. Le Comité a décidé de recommander le retrait du statut consultatif qui avait été accordé à China Energy Fund Committee.

VII. Organisation de la session

A. Ouverture et durée de la session

35. Le Comité chargé des organisations non gouvernementales a tenu sa session ordinaire de 2019 du 21 au 30 janvier et le 8 février. Il a tenu 16 séances.

36. La session a été ouverte par la Directrice du Bureau de l'appui aux mécanismes intergouvernementaux et de la coordination au service du développement durable du Département des affaires économiques et sociales, Marion Barthelemy.

37. À la 1^{re} séance du Comité, le 21 janvier, le Vice-Président du Comité, Nadav Yesod (Israël), a fait une déclaration, qui a été suivie d'une déclaration liminaire de la Directrice du Bureau de l'appui aux mécanismes intergouvernementaux et de la coordination au service du développement durable.

38. La représentante des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration générale par laquelle elle a exprimé son soutien à la participation de la société civile aux travaux de l'Organisation des Nations Unies. Elle s'est félicitée du succès des consultations tenues entre le Comité et les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif le 22 juin 2018 et a prié le Comité d'en faire une pratique habituelle avant chaque session, conformément aux dispositions de la résolution 1996/31 du Conseil. Elle a déclaré que la hausse constante du nombre de demandes d'admission au statut consultatif reflétait l'importance et le poids de ce statut pour les organisations non gouvernementales. Elle a prié le Comité d'accréditer, après examen de leur demande, le plus grand nombre possible d'organisations non gouvernementales satisfaisant aux critères établis et de respecter des délais stricts afin de s'assurer que toutes les demandes soient examinées.

39. Le représentant du Brésil a noté que le Comité était un outil fondamental au service du dialogue et de la coopération entre le système des Nations Unies et la société civile. Il a noté que, depuis 1946, le Comité avait contribué à rendre l'ordre international plus inclusif et plus diversifié tout en réaffirmant les principes consacrés par la Charte des Nations Unies. Il a réitéré l'appui de sa délégation à la résolution 1996/31, notant qu'elle permettait à la société civile de participer aux activités des Nations Unies. Il s'est dit convaincu que les principes de l'égalité souveraine de tous les États, de la participation de la société civile et du respect des règles et procédures guideraient le mandat et les travaux du Comité.

40. Le représentant de l'Union européenne a déclaré souhaiter que le Comité fonctionne de façon efficace, équitable et transparente et s'est félicité des efforts déployés par celui-ci pour renforcer le dialogue avec la société civile, notamment des consultations tenues le 22 juin 2018 avec les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif. Il a noté que la participation active de ces organisations aux consultations avait donné lieu à de précieuses recommandations permettant à la société civile de se faire entendre à l'ONU. Il a également noté que si les consultations avaient mis en lumière les progrès réalisés dans la participation des organisations non gouvernementales aux activités des Nations Unies et au niveau des demandes d'admission, elles avaient également mis en évidence plusieurs problèmes relatifs à la transparence, à l'objectivité et à l'efficacité des procédures d'accréditation du Comité, en particulier pour ce qui était de ceux soulevés de manière récurrente et des retards enregistrés dans le traitement des demandes, obstacles qui ne pénalisaient que trop les organisations non gouvernementales travaillant sur certaines questions délicates liées aux droits de la personne. Il a souligné certaines des difficultés soulignées par les organisations non gouvernementales, dont l'importance d'élaborer des directives claires aux fins de l'évaluation des demandes et la nécessité de veiller à ce que toutes les allégations portées contre des organisations non gouvernementales soient communiquées aux organisations concernées en temps utile pour qu'elles disposent, de manière raisonnable, de la possibilité d'y répondre. Il a engagé le Comité à examiner les précieuses recommandations formulées au cours du processus de consultation et a demandé que le dialogue soit maintenu avec la société civile sur les questions soulevées, de manière à renforcer la confiance à l'égard des travaux du Comité.

41. L'observateur du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a souligné que les organisations non gouvernementales étaient essentielles pour favoriser la libre circulation des idées et promouvoir le principe de responsabilité. Il a souligné qu'il importait de veiller à ce que les organisations de la société civile fonctionnent efficacement, sans que leurs activités ni leur action auprès des populations soient entravées, et s'est dit préoccupé par le fait que plusieurs États avaient adopté des lois restreignant ces activités. Il a prié les gouvernements de permettre à la société civile de s'investir sans crainte de représailles. Il s'est félicité des consultations tenues entre le Comité et les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif le 22 juin 2018 et a demandé instamment que les principales recommandations formulées lors de ces consultations servent à éclairer les travaux du Comité. Il a incité le Comité à tenir de nouvelles consultations et à rendre compte des mesures prises pour donner suite à ces recommandations. Il a souligné le rôle essentiel que jouait le Comité dans la participation des organisations non gouvernementales à la prise de décisions à l'ONU et prié le Comité de traiter de manière équitable et transparente les demandes des organisations non gouvernementales dont il demeurait saisi. Il s'est déclaré préoccupé par les atteintes à la liberté de la presse et a demandé instamment que des mesures soient prises pour lever les obstacles rencontrés par les journalistes et les professionnels des médias, notamment en veillant à ce que les organisations de la société civile qui œuvrent à défendre cette liberté puissent coopérer avec les entités du système des Nations Unies.

42. L'observatrice de l'Uruguay a noté que le Comité jouait un rôle crucial en ce qu'il facilitait la participation des organisations non gouvernementales aux activités des Nations Unies. Elle a déclaré que, par leurs points de vue, les organisations non gouvernementales contribuaient de manière diversifiée et précieuse à l'examen de questions clefs et qu'elles étaient donc des partenaires indispensables au service du renforcement de la paix, des droits de la personne et de la sécurité et à l'appui de l'application du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Elle a noté que l'augmentation constante du nombre de demandes d'admission au statut

consultatif présentées par des organisations non gouvernementales témoignait des attentes élevées des organisations de la société civile à l'égard de ce processus et représentait un défi pour le Comité. Elle s'est félicitée des mesures prises récemment pour améliorer les méthodes de travail du Comité, notamment la diffusion sur le Web de ses séances et les consultations inaugurales tenues avec les ONG dotées du statut consultatif le 22 juin 2018. Elle a proposé que le Comité réfléchisse à des mesures pratiques pour améliorer encore ses méthodes de travail, par exemple la simplification du formulaire de demande et l'établissement de délais aux fins de l'examen des demandes par les États Membres. Elle a engagé le Comité à continuer de s'employer à assumer son rôle d'intermédiaire entre la société civile et les entités du système des Nations Unies de manière efficace et apolitique.

43. L'observateur de l'Autriche a exprimé la volonté de sa délégation d'aider le Comité à renforcer l'application de la résolution 1996/31 du Conseil et à garantir aux organisations non gouvernementales un accès équitable et rapide à l'Organisation des Nations Unies. Il s'est félicité des consultations tenues en juin 2018 avec les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif et a dit attendre avec intérêt la suite que le Comité donnerait aux préoccupations soulevées et aux propositions formulées lors de ces consultations.

B. Participation

44. Les 19 membres du Comité ont participé à la session. Les observateurs d'autres États Membres de l'Organisation des Nations Unies, les observateurs d'États non membres, les représentants d'organisations du système des Nations Unies et les représentants d'organisations non gouvernementales y ont également pris part. La liste des participants sera publiée sous la cote [E/C.2/2019/INF/1](#).

45. À sa session ordinaire de 2019, le Comité a entendu 16 représentants d'organisations non gouvernementales, qui ont eu la possibilité de répondre à ses questions. Les renseignements supplémentaires fournis par les représentants ont facilité le débat et aidé le Comité à se prononcer.

C. Élection du Bureau

46. À sa 1^{re} séance, le 21 janvier, le Comité a élu Nadav Yesod (Israël) Vice-Président.

47. À sa 12^e séance, le 28 janvier, le Comité a élu Mohamed Sallam (Soudan) Président.

D. Ordre du jour

48. À sa 1^{re} séance, le 21 janvier, le Comité a approuvé l'ordre du jour provisoire de sa session de 2019, publié sous la cote [E/C.2/2019/1](#). L'ordre du jour se lit comme suit :

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Demandes d'admission au statut consultatif et demandes de reclassement reçues d'organisations non gouvernementales :

- a) Demandes d'admission au statut consultatif ou de reclassement dont le Comité a décidé de reporter l'examen lors de sessions antérieures ;
 - b) Nouvelles demandes d'admission au statut consultatif et de reclassement ;
 - c) Demandes émanant d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social qui ont fusionné avec d'autres organisations non gouvernementales non dotées de ce statut.
4. Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social :
 - a) Rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil et dont l'examen a été reporté ;
 - b) Examen des rapports quadriennaux présentés par des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil.
 5. Renforcement du Service des organisations non gouvernementales du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat.
 6. Examen des méthodes de travail du Comité : application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social s'agissant, notamment, du processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales, et de la décision 1995/304 du Conseil :
 - a) Processus d'accréditation des représentants des organisations non gouvernementales ;
 - b) Examen des questions inscrites à l'ordre du jour du groupe de travail officieux ;
 - c) Questions connexes diverses.
 7. Examen des rapports spéciaux.
 8. Fonds général de contributions volontaires à l'appui des activités du Réseau régional informel ONU-ONG.
 9. Ordre du jour provisoire et documentation de la session de 2020 du Comité.
 10. Adoption du rapport du Comité sur sa session de 2019.

VIII. Adoption du rapport du Comité sur les travaux de sa session de 2019

49. À sa 15^e séance, le 30 janvier, le Comité a pris note du projet de rapport et autorisé le Rapporteur à en établir la version définitive avec l'appui du Secrétariat et en consultation avec les membres du Comité, selon qu'il conviendrait, en vue de le présenter au Conseil économique et social pour que celui-ci y donne les suites qu'il jugerait utiles.

50. À sa 16^e séance, le 8 février 2019, le Comité a adopté le présent rapport.

Annexe

Mission des États-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York

ECON 2019-1

La Mission des États-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Président du Comité chargé des organisations non gouvernementales (le « Comité ») et a l'honneur d'appeler son attention sur le **China Energy Fund Committee (CEFC)**, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social. La Mission prie le Comité de recommander le retrait du statut consultatif accordé au CEFC, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, à sa session ordinaire de janvier 2019.

Dans sa demande d'admission au statut consultatif auprès du Conseil économique et social, le CEFC se présente comme une organisation non gouvernementale à but non lucratif. Il est enregistré à Hong Kong (Région administrative spéciale de la République populaire de Chine) et en Virginie (États-Unis d'Amérique) et est financé par CEFC China Energy Company Limited, géant chinois de l'énergie ayant son siège à Shanghai. Le Conseil économique et social lui a accordé le statut consultatif spécial en 2011.

Le 5 décembre 2018, le jury d'un tribunal fédéral à Manhattan a déclaré Chi Ping Patrick Ho – Vice-Président et Secrétaire général du CEFC – coupable d'avoir pris part à un système de corruption active de dirigeants étrangers au Tchad et en Ouganda auxquels plusieurs millions de dollars avaient été versés pendant plusieurs années en échange d'avantages commerciaux pour le géant chinois de l'énergie CEFC China Energy Company Limited. Ho a été reconnu coupable de plusieurs chefs de violation de la Foreign Corrupt Practices Act, de blanchiment d'argent au niveau international et d'entente en vue de commettre l'une et l'autre. Il s'est servi du statut consultatif spécial du CEFC auprès du Conseil économique et social pour accéder à des ressources et se faire admettre auprès de personnalités de l'ONU afin de servir des intérêts commerciaux, y compris par un système de pots-de-vin. Le communiqué de presse publié par le Département de la justice des États-Unis à ce sujet est joint en annexe.

La résolution 1996/31 du Conseil économique et social régit les questions relatives au statut consultatif auprès du Conseil. Elle dispose en son paragraphe 57 a) que ce statut est, soit suspendu pour une durée pouvant aller jusqu'à trois ans, soit retiré, « *[s]i l'organisation, directement ou par l'intermédiaire d'organismes qui y sont rattachés ou de représentants agissant en son nom, abuse manifestement de son statut consultatif pour se livrer systématiquement à des actes allant à l'encontre des buts et principes de la Charte des Nations Unies [...]* ».

On lit au paragraphe 57 b) que ce statut est ainsi suspendu ou retiré « *[s]il existe des éléments établissant de façon concluante que l'organisation reçoit des fonds résultant d'activités criminelles reconnues sur le plan international, comme le trafic illicite de drogues, le blanchiment de capitaux ou le trafic illicite d'armes* ».

M. Jorge Dotta
Président du Comité chargé des organisations
non gouvernementales (New York)

Note diplomatique

CC : M. Marc-André Dorel
Chef par intérim du Service des organisations non gouvernementales,
Département des affaires économiques et sociales,
Organisation des Nations Unies,
New York, NY

Étant donné que Chi Ping Patrick Ho, dirigeant du CEFC, a été reconnu coupable de plusieurs chefs de blanchiment d'argent et de s'être servi de l'organisation à des fins criminelles, la Mission des États-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies prie le Comité chargé des organisations non gouvernementales de recommander le retrait du statut consultatif accordé au CEFC, en application de la résolution 1996/31.

La Mission serait reconnaissante au Président du Comité de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note diplomatique à tous les membres du Comité, afin qu'ils l'examinent attentivement.

La Mission des États-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies saisit cette occasion pour renouveler au Président et aux membres du Comité les assurances de sa très haute considération.



New York, January 15, 2019

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Kelleher".

Pièce jointe : comme indiqué plus haut

Département de la justice des États-Unis, Bureau
du Procureur fédéral
District sud de New York

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Mercredi 5 décembre 2018

**Patrick Ho, ancien dirigeant d'une organisation financée
par un géant chinois de l'énergie, déclaré coupable de faits
de corruption et de blanchiment d'argent au niveau
international**

**Un système de pots-de-vin versés au Président du Tchad
ainsi qu'au Président et au Ministre des affaires étrangères
de l'Ouganda**

Geoffrey S. Berman, Procureur fédéral pour le district sud de New York, et Brian A. Benzckowski, Procureur général adjoint à la division pénale du Département de la justice, ont annoncé aujourd'hui qu'à l'issue d'un procès devant la juge Loretta A. Preska, juge fédérale de district, un jury avait déclaré CHI PING PATRICK HO, également connu sous les noms de « Patrick CP Ho » et « He Zhiping », coupable d'avoir pris part à un système de corruption active de hauts dirigeants tchadien et ougandais auxquels plusieurs millions de dollars avaient été versés pendant plusieurs années en échange d'avantages commerciaux pour CEFC China Energy Limited (« CEFC China »). HO a été convaincu de plusieurs chefs de violation de la Foreign Corrupt Practices Act, de blanchiment d'argent au niveau international et d'entente en vue de commettre l'une et l'autre. La juge Preska doit prononcer la peine le 14 mars 2019 à 10 heures.

Le Procureur Berman a déclaré : « La culpabilité de Patrick Ho est à présent établie. Il avait mis en place tout un système de pots-de-vin au moyen duquel des millions de dollars ont été versés à des dirigeants étrangers au Tchad et en Ouganda, tout cela en vue d'obtenir par la corruption des avantages commerciaux déloyaux pour un fournisseur d'énergie chinois pesant plusieurs milliards de dollars. Le verdict prononcé par le jury porte un message clair : les tentatives de corruption que Ho a multipliées procédaient non pas d'un cas banal de corruption de dirigeants étrangers mais d'une démarche criminelle tendant à porter atteinte à l'équité des échanges commerciaux internationaux et à éroder la confiance du public en ceux qui les dirigent. »

Le Procureur général adjoint Benzckowski a déclaré quant à lui : « Patrick Ho a versé des millions de dollars de dessous de table aux dirigeants de deux pays d'Afrique en vue d'obtenir des contrats pour un conglomérat chinois. La déclaration de culpabilité prononcée aujourd'hui montre que la Division criminelle est déterminée à poursuivre celles et ceux qui cherchent à utiliser notre système financier pour s'assurer, par la corruption et la pratique des dessous de table, des avantages déloyaux sur leurs concurrents. »

Selon l'acte d'accusation et les preuves présentées au procès et lors d'autres audiences publiques tenues dans l'affaire, les faits sont les suivants :

Les faits

HO a été mis en cause dans deux affaires de corruption active de hauts dirigeants tchadien et ougandais en échange d'avantages commerciaux pour CEFC China, un conglomérat pesant plusieurs milliards de dollars qui a son siège à Shanghai et des activités dans le monde entier et de multiples secteurs, dont ceux du pétrole, du gaz et des services bancaires. Responsable du China Energy Fund Committee (l'« ONG CEFC »), une organisation non gouvernementale établie à Hong Kong et à Arlington (Virginie) et dotée du « statut consultatif spécial » auprès du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies (ONU), HO était au cœur des deux affaires. L'ONG CEFC était financée par la société CEFC China.

Dans la première affaire (l'« affaire tchadienne »), HO a offert au nom de CEFC China un pot-de-vin de deux millions de dollars en espèces, dissimulées dans des paquets-cadeaux, à Idriss Déby, Président de la République du Tchad, afin d'obtenir du Gouvernement tchadien des droits d'extraction pétrolière très profitables. Dans la seconde (l'« affaire ougandaise »), il est à l'origine du versement d'un dessous de table de 500 000 dollars, moyennant des virements qui sont passés par New York, sur un compte désigné par Sam Kutesa, Ministre ougandais des affaires étrangères, qui venait d'achever son mandat de Président de l'Assemblée générale des Nations Unies. Il a également manœuvré pour qu'un dessous de table de 500 000 dollars en espèces soit versé à Yoweri Museveni, Président de la République de l'Ouganda, et offert à Kutesa et Museveni de leur permettre de continuer à profiter du système de corruption en les « associant » aux opérations commerciales conjointes qui seraient lancées en Ouganda.

L'affaire tchadienne

L'affaire tchadienne a débuté vers septembre 2014, lorsque HO s'est rendu à New York pour y participer à la session annuelle de l'Assemblée générale de l'ONU. À cette époque, CEFC China s'efforçait d'étendre ses activités au Tchad et souhaitait rencontrer le Président Déby le plus rapidement possible. Par l'intermédiaire d'un contact, HO a été présenté à Cheikh Gadio, ancien Ministre sénégalais des affaires étrangères, qui connaissait le Président Déby personnellement. HO et Gadio se sont rencontrés dans les bureaux de CEFC China à la Trump World Tower, au centre de Manhattan, où le premier a persuadé le second de l'introduire auprès du Président Déby.

Gadio a mis HO et CEFC China en relation avec le Président Déby. Lors d'une première rencontre qui s'est tenue au Tchad en novembre 2014, ce dernier a parlé à HO et à des cadres de CEFC China de certains droits d'extraction pétrolière financièrement intéressants et que la société pourrait acquérir. Gadio a alors conseillé à HO et à CEFC China d'envoyer une équipe technique au Tchad pour se renseigner sur ces droits et faire une offre au Président Déby. Au lieu de cela, HO a insisté pour avoir rapidement une deuxième entrevue avec le Président. L'entrevue a eu lieu quelques semaines plus tard, en décembre 2014. À la tête d'une délégation de CEFC China, HO a pris un jet d'affaires pour le Tchad, emportant avec lui deux millions de dollars en espèces dissimulées dans plusieurs paquets-cadeaux. Les cadres de CEFC China et lui ont eu une réunion d'affaires avec le Président Déby à l'issue de laquelle ils lui ont présenté les paquets-cadeaux.

À leur grande surprise, celui-ci a refusé les deux millions de dollars qui lui étaient offerts. Par la suite, HO a envoyé une lettre au Président dans laquelle il affirmait que l'argent était en réalité un don destiné au Tchad. En fin de compte, HO et CEFC China n'ont pas obtenu l'avantage déloyal qu'ils recherchaient et, à la mi-2015, HO avait trouvé un autre « passeport pour l'Afrique » : l'Ouganda.

L'affaire ougandaise

L'affaire ougandaise a commencé à peu près en même temps que l'affaire tchadienne, alors que HO se trouvait à New York pour la session annuelle de l'Assemblée générale de l'ONU. Lorsque celui-ci a rencontré Sam Kutesa, ce dernier venait d'entamer son mandat de soixante-neuvième Président de l'Assemblée générale. Agissant, selon ses dires, au nom de l'ONG CEFC, HO a vu Kutesa à plusieurs reprises et a commencé à avoir des relations suivies avec lui. Pendant l'année où Kutesa était Président de l'Assemblée générale de l'ONU, ils ont parlé ensemble de former un « partenariat stratégique » entre l'Ouganda et CEFC China dans le cadre de différentes opérations commerciales, lorsque Kutesa aurait achevé son mandat et serait de retour en Ouganda.

Vers février 2016, Kutesa a demandé de l'argent à HO, pour « une fondation caritative qu'il voulait créer ». À ce moment-là, de retour en Ouganda, il avait repris ses fonctions de Ministre des affaires étrangères et Museveni (auquel il est apparenté) avait été réélu Président de la République de l'Ouganda. HO a accepté de lui verser l'argent demandé, non sans solliciter, au nom de CEFC China, une invitation à l'investiture de Museveni, des réunions d'affaires avec ce dernier et d'autres hautes personnalités ougandaises, ainsi qu'une liste des projets commerciaux en Ouganda auxquels CEFC China pourrait participer.

En mai 2016, HO et des cadres de CEFC China se sont rendus en Ouganda. Avant le départ, HO a fait exécuter par l'ONG CEFC le virement de 500 000 dollars sur le compte désigné par Kutesa et au nom de la prétendue « fondation », virement qui est passé par des banques de New York. Il a également conseillé à son patron, le président de CEFC China, de verser 500 000 dollars en espèces au Président Museveni, officiellement à titre de don de campagne, bien que ce dernier ait déjà été réélu. Par ces versements, HO entendait convaincre Kutesa et Museveni d'user de leur pouvoir pour que CEFC China obtienne des avantages commerciaux.

HO et des cadres de la société ont assisté à l'investiture du Président Museveni et eu des réunions d'affaires avec lui et de hautes personnalités ougandaises, notamment au Ministère de l'énergie et des ressources minérales. Après ce voyage, HO a demandé à Kutesa et à Museveni d'aider CEFC China à acquérir une banque ougandaise, en prélude à d'autres projets dans ce pays. Il a également proposé expressément de « s'associer » avec Kutesa et Museveni ou leurs « entreprises familiales », laissant clairement entendre que tous deux auraient leur part des futurs bénéfices de CEFC China. En échange des pots-de-vin offerts et versés par HO, Kutesa a alors facilité l'achat d'une banque par CEFC China.

* * *

HO, 69 ans, né à Hong Kong (Chine), a été reconnu coupable d'un chef d'entente en vue de violer la Foreign Corrupt Practices Act, de quatre chefs de violation de la Foreign Corrupt Practices Act, d'un chef d'entente en vue de blanchir de l'argent au niveau international et d'un chef de blanchiment d'argent au niveau international. Les peines maximales encourues sont les suivantes : cinq ans de prison pour l'entente en vue de violer la Foreign Corrupt Practices Act ; cinq ans de prison pour chacune des violations de la Foreign Corrupt Practices Act ; 20 ans de prison pour l'entente en vue de blanchir de l'argent au niveau international ; 20 ans de prison pour le blanchiment d'argent au niveau international. HO a été acquitté d'un chef de blanchiment d'argent au niveau international.

Les peines maximales encourues en l'espèce sont fixées par le Congrès et ne sont indiquées ici qu'à titre d'information, car la décision relative à la peine appartient à la juge.

M. Berman a salué le travail remarquable accompli par le Federal Bureau of Investigation et le service chargé des enquêtes pénales à l'Internal Revenue Service. Il a également remercié le service des enquêtes du Département de la sécurité du territoire et le bureau des affaires internationales de la division criminelle du Département de la justice.

Les poursuites sont menées par l'unité chargée de la corruption publique au Bureau du Procureur fédéral et l'unité de la Foreign Corrupt Practices Act à la section des fraudes de la Division criminelle. Les Procureurs fédéraux adjoints Douglas S. Zolkind, Daniel C. Richenthal et Catherine E. Ghosh, ainsi que le Procureur Paul A. Hayden, de la Section des fraudes, en sont chargés.

Communiqué de presse n° :

18-426

Actualisé le mercredi 5 décembre 2018
